

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (90)111

Vol. 1990/0035

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COM(90) 111

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/308/90

Délai: VENDREDI 30 MARS 1990 - 12 H.

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Notion de produits originaux
- combinaisons de protection contre les substances chimiques

Proposition de Mme SCRIVENER, en accord avec M. MARIN

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant dérogation à la notion de produits originaux pour tenir compte de la situation particulière des Antilles néerlandaises en ce qui concerne les combinaisons de protection contre les substances chimiques répondant au code 6210 10 99 de la nomenclature combinée;
. accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire

Ce projet vise à accorder aux Antilles néerlandaises, à la demande des Pays-Bas, une dérogation aux règles d'origine pour leur production de certains vêtements de protection, en vue de permettre temporairement l'utilisation de tissu obtenu dans des pays autres que les PTOM, les ACP ou la Communauté.

Selon le service responsable, il ne comporte pas d'incidences financières pour le budget communautaire.

D.F. Williamson
Secrétaire général

Copie : MM. WILMOTT, FRISCH, BRAUN, von MOLTKE, DEWOST

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PRÉPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG. XXI / B / 2

DG VIII / A / 4

Services associés
- pour accord -

DG. III / A / 1

ACCORD

DG. XXIII

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable

Langue originale

: EN

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

Consultation du P.E. : facultative et non souhaitée compte tenu de
l'importance mineure.

du CES : id.

RESUME

La proposition présentée vise à accorder aux Antilles néerlandaises une dérogation aux règles d'origine pour leur production de certains vêtements de protection, en vue de permettre temporairement l'utilisation de tissu obtenu dans des pays autres que les PTOM, les ACP ou la Communauté.

Cette dérogation couvre la période du 1er janvier 1990 au 31 décembre 1992 et est relative à une quantité annuelle de 750.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

Rapport du Comité de l'Origine au Conseil

(rédigé conformément à l'article 28, paragraphe 7, de l'annexe II à la Décision 86/283/CEE du Conseil du 30 juin 1986⁽¹⁾).

Objet : Demande de dérogation aux règles d'origine présentée par les Pays-Bas pour certains vêtements de protection produits aux Antilles néerlandaises.

1. Le Comité de l'Origine a examiné la demande susmentionnée au cours de ses 180ème et 187ème réunions qui ont eu lieu à Bruxelles, respectivement du 23 au 26 janvier et du 23 au 27 octobre 1989.
2. Les représentants de la Commission et des Etats membres ont indiqué, lors de la 180ème réunion, qu'il était nécessaire de disposer d'informations supplémentaires, par rapport à celles incluses dans la demande du gouvernement des Pays-Bas, afin d'être en mesure d'apprécier cette demande.

Les informations nécessaires étant parvenues à la Commission le 13 septembre 1989, elles ont été ensuite transmises aux délégués au Comité de l'Origine.

4. Lors de la 187ème réunion, les délégations allemande, britannique, espagnole, danoise, grecque, italienne et néerlandaise ont déclaré qu'elles appuyaient l'octroi de la dérogation demandée. Les autres délégations s'y sont déclarées opposées, à l'exception de la délégation luxembourgeoise qui était absente.

Le Président
J. MATTHIES

(1) J.O. n° L 175, 1.7.1986, p. 47.

Etat d'impact sur les PME

La présente proposition concerne une dérogation aux règles d'origine applicables aux Pays et Territoires d'Outre-Mer pour les vêtements de protection exportés vers la Communauté et importés en franchise de droits de douane.

La dérogation serait applicable pendant trois ans et limitée à une quantité susceptible de ne causer aucune perturbation dans le Marché Commun.

Cette proposition n'aurait donc aucun effet perceptible sur l'emploi et la compétitivité dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'octroi d'une dérogation et une perte de recettes. Si la dérogation n'est pas accordée, il n'est pas possible de déterminer à l'avance auprès de quels fournisseurs (préférentiels ou non) le marché communautaire s'approvisionnera.

Toutefois, à titre indicatif, il peut être mentionné que, sur la base de la valeur des vêtements en question communiquée par les autorités néerlandaises, les droits à percevoir sur les quantités couvertes par la dérogation proposée s'élèveraient à environ 31.500 écus par an (taux 14 %) pour 100.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

ANNEXE - CALENDRIER

Date préconisée :

Adoption de la proposition dans les délais les plus brefs possibles.

Justification :

La décision du Conseil relative aux échanges avec les PTOM (n° 86/283/CEE) prévoit qu'une décision soit prise dans les trois mois à compter de la réception d'une demande de dérogation.

Ce délai est déjà dépassé.

Historical Archives of the European Commission

EXPOSE DES MOTIFS

Introduction

Au nom du gouvernement des Antilles néerlandaises, le gouvernement des Pays-Bas a introduit une demande de dérogation aux règles d'origine de certains vêtements de protection applicables au commerce entre les PTOM et la CEE.

Si la dérogation est accordée - et permet, donc, à certains vêtements de protection de bénéficier du traitement tarifaire préférentiel accordé par la Communauté aux produits originaux des PTOM⁽¹⁾ - elle ouvrira la voie aux importants investissements industriels nécessaires pour faire démarrer la fabrication desdits vêtements.

Nature du problème

Dans la réglementation actuelle, les vêtements en cause peuvent bénéficier du traitement préférentiel si le tissage et la confection s'effectuent dans un PTOM. L'utilisation de tissu importé originaire d'un pays tiers n'est pas autorisée.

En l'occurrence, les autres PTOM et pays ACP ne sont pas à même de fournir le tissu hautement sophistiqué qui convient.

En outre, le schéma d'investissement et les plans pour la période de fabrication initiale, qui seront mis en oeuvre par un investisseur nord-américain, prévoient la fourniture de tissu provenant des Etats-Unis.

(1) Décision 86/283/CEE du Conseil, du 30.6.1986.
JO n° L 175 du 1.07.1986.

Aspects juridiques

La demande se fonde sur l'art. 28 de l'annexe II de la décision du Conseil n° 86/283 qui viendra à expiration le 28 février 1990.

Il est prévu que les dispositions qui remplaceront cette décision entreront en vigueur le 1er mars 1990 et préciseront, conformément au résultat des négociations concernant le renouvellement de la Convention de Lomé, qu'une dérogation doit être accordée pour autant qu'elle ne porte pas de préjudice grave à un secteur de l'économie communautaire. En l'occurrence, la nature du produit et les quantités en cause excluent tout danger de ce genre.

Parmi les autres critères de dérogation cités dans le même article, la situation géographique du territoire concerné et l'effet des règles normales sur les investisseurs potentiels sont particulièrement pertinents dans le cas présent.

Les éléments fournis à l'appui par le gouvernement néerlandais en application de l'article 28, paragraphe 1, sont reproduits intégralement à l'annexe A du présent exposé des motifs.

Nature temporaire de la dérogation

Il est proposé que la dérogation soit accordée pour trois ans. Grâce à des investissements supplémentaires et à un processus de diversification, une solution définitive du problème devrait pouvoir être trouvée d'ici à l'expiration de cette période.

Conclusion

La Commission propose au Conseil d'accorder la dérogation demandée par l'adoption du projet de règlement ci-joint.

Objet : Demande de dérogation aux règles d'origine (art. 29 annexe II, décision du Conseil relative aux PTOH du 30.6.86)

Produit fini : Vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Société : Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A./tél.: 8325

Raison de la non-observation des règles d'origine : Importation de matières premières en provenance d'un pays tiers (Etats-Unis). Cette matière première très sophistiquée n'est pas disponible dans les PVD. Les coûts de transport des importations de sources communautaires rendraient la production non rentable.

Nature et origine des matières utilisées : Fibres de polypropylène (non tissées, non filées) enduites de polyéthylène et importées des Etats-Unis.

Processus de fabrication : Confection de vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Valeur ajoutée : 66 %

Nombre de salariés : 92, ce chiffre devant passer à 315 lorsque la production atteindra son plein régime.

Valeur estimée des exportations vers la CEE : Dfl 200 000 - Dfl 2 000 000/mois (lorsque la production atteindra son plein régime)

Autres livraisons éventuelles de matières premières : Des importations de matières premières provenant de sources d'approvisionnement communautaires rendraient la production non rentable, compte tenu des frais de transport.

Période de dérogation : 5 ans : une dérogation pour ce laps de temps permettrait à la société de réaliser des investissements importants et de rechercher parallèlement des possibilités de diversification.

Remarque : Ce projet revêt une grande importance pour l'emploi à Bonaire. Une dérogation constituerait une incitation capitale pour les investissements nécessaires.

Pour toute information
complémentaire :

Mrs. M. Grubben
Ministry of Economic Affairs
Division External EEC Affairs
P.O. Box 20101
2500 EC THE HAGUE
Phone 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

Historical Archives of the European Commission

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL N° /90

du 1990

portant dérogation à la définition de la notion
de produits originaux pour tenir compte de la
situation particulière des Antilles néerlandaises
en ce qui concerne les combinaisons de protection
contre les substances chimiques répondant au code
6210 10 99 de la nomenclature combinée

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la décision 86/283/CEE du Conseil, du 30 juin 1986, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer, ci-après dénommés PTOM, à la Communauté économique européenne⁽¹⁾,

vu la proposition de la Commission,

considérant que l'article 28 de l'annexe II de ladite décision du Conseil, concernant la définition de la notion de produits originaires et les méthodes de coopération administrative prévoit que le Conseil peut adopter une dérogation aux règles d'origine lorsque le développement d'industries existantes ou la création d'industries dans un pays ou territoire la justifie,

considérant que le gouvernement néerlandais a sollicité, au nom des Antilles néerlandaises, une dérogation aux règles d'origine pour des combinaisons de protection contre les substances chimiques qui y sont fabriquées et qui, temporairement, ne peuvent satisfaire aux règles d'origine établies dans l'annexe II précitée,

(1) JO n° L 175 du 1.07.1986, p. 1.

considérant que ledit article 28 fixe les conditions qui doivent être remplies pour que soit accordée une dérogation; que la situation géographique des Antilles néerlandaises et la nature hautement sophistiquée du matériau empêchent l'emploi de matières premières entièrement obtenues ou transformées, dans d'autres PTOM ou dans les Etats ACP; qu'une dérogation ne porterait pas de préjudice grave à un secteur économique de la Communauté ou d'un ou plusieurs Etats membres; qu'une dérogation temporaire est indispensable pour la mise en oeuvre d'un important programme d'investissement et pour permettre à la firme concernée d'étudier les possibilités de diversification à brève échéance; que les conditions pertinentes de l'article 28 sont, donc, remplies en l'occurrence;

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Par dérogation aux dispositions de l'annexe II de la décision 86/283/CEE, les combinaisons de protection contre les substances chimiques répondant au code NC 6210 10 99 sont considérées comme originales des Antilles néerlandaises lorsqu'elles y sont fabriquées à partir de tissu de polypropylène non original revêtu de polyéthylène, sous réserve des conditions définies dans le présent règlement.

Article 2

La dérogation prévue à l'article 1 porte sur une quantité annuelle globale de 750.000 pièces exportées des Antilles néerlandaises pendant la période allant du 1er janvier 1990 au 31 décembre 1992.

Article 3

Les autorités compétentes des Antilles néerlandaises effectuent des contrôles quantitatifs des exportations visées à l'article 2 et transmettent chaque trimestre à la Commission un relevé des quantités pour lesquelles des certificats de circulation EUR. 1 ont été établis sur la base du présent règlement.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Nonobstant l'article 2 du présent règlement, celui-ci cessera de produire ses effets au plus tard à la date de l'expiration de la décision 86/283/CEE ou de toutes dispositions commerciales équivalentes qui pourraient remplacer cette décision.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le Président

BEGRÜNDUNG

Einleitung

Die niederländische Regierung hat im Namen der Regierung der Niederländischen Antillen eine Abweichung von den für den Handel zwischen den Assoziierten überseeischen Ländern und Gebieten (ÜLG) und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft geltenden Ursprungsregeln beantragt.

Wird die Abweichung genehmigt und somit für bestimmte Schutzkleidung die Präferenzzollbehandlung eingeräumt, die die Gemeinschaft den Ursprungswaren der ÜLG gewährt (1), so würde dies die für die Aufnahme der Produktion dieser Kleidungsstücke erforderlichen, umfangreichen industriellen Investitionen ermöglichen.

Sachverhalt

Im Rahmen der geltenden Regeln kann für diese Kleidungsstücke die Präferenzbehandlung gewährt werden, wenn Weben und Konfektion in einem ÜLG stattfinden. Eingeführte Gewebe mit Ursprung in Drittländern dürfen nicht verwendet werden.

Im vorliegenden Fall ist das zu verwendende Spezialgewebe in anderen ÜLG oder AKP-Staaten nicht verfügbar. Das Problem kann auch nicht durch das sogenannte Kumulierungsverfahren gelöst werden, da die Frachtkosten die Verwendung von Gemeinschaftswaren verhindern.

Schließlich ist die Versorgung mit Gewebe aus den USA, die diese Abweichung notwendig macht, Teil des Investitionsprogramms und der Pläne für die erste Produktionsphase, die ein nordamerikanischer Investor durchführen wird.

(1) Beschluß 86/283/EWG des Rates vom 30. Juni 1986

Rechtliche Aspekte

Der Antrag erfolgt aufgrund des Artikels 28 des Anhangs II zum Beschluß 86/283/EWG des Rates, der zum 28. Februar 1990 abläuft.

Die Nachfolgebestimmungen, die zum 1. März 1990 in Kraft treten sollen und die dem Ergebnis der Verhandlungen über die Erneuerung des Lomé-Abkommens Rechnung tragen, legen fest, daß eine Abweichung gewährt wird, sofern diese nicht geeignet ist, einem Wirtschaftssektor der Gemeinschaft schweren Schaden zuzufügen. Die Mengen im vorliegenden Fall schliessen jedoch eine derartige Gefahr aus.

Weitere Kriterien für die Genehmigung einer Abweichung, die in diesem Fall besonders zutreffen, sind die geographische Lage des betreffenden Gebiets sowie die Auswirkungen der geltenden Regeln auf mögliche Investoren.

Die vollständigen von der niederländischen Regierung vorgelegten begründenden Unterlagen gemäß Artikel 28 Absatz 1, enthält Anhang A zu dieser Begründung.

Vorübergehender Charakter der Abweichung

Die Abweichung wird für drei Jahre beantragt; danach wird damit gerechnet, daß weitere Investitionen und Diversifizierungen eine dauerhafte Lösung des Problems ermöglicht haben.

Schlussfolgerung

Die Kommission schlägt dem Rat vor, die beantragte Abweichung durch Annahme des beigefügten Verordnungsentwurfs zu gewähren.

Betreff: Antrag auf Abweichung von den Ursprungsregeln (Art. 28 Anhang II des Beschlusses des Rates vom 30.6.1986 betrie die ÜLG)

Fertigware: Chemikalienbeständige Latzhosen

Unternehmen: Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A. / Tel. 8325

Gründe für die Nicht-
erfüllung der
Ursprungsregeln: Einfuhr von Vormaterialien aus einem Drittland (USA). Die technisch sehr hochentwickelten Vormaterialien sind in Entwicklungsländern nicht erhältlich. Bei der Einfuhr aus EG-Staaten würden die Frachtkosten die Herstellung unrentabel machen.

Art und Ursprung der
Vormaterialien: Polypropylenspinnfasern (weder gewebt noch gesponnen) mit Polyethylenüberzug aus den USA eingeführt

Herstellungsverfahren: Herstellen von Latzhosen

Wertsteigerung: 66 %

Zahl der Beschäftigten: 92. Bei voll ausgeschöpfter Produktionskapazität 315.

Ausfuhr in die EG
(Schätzwert): 200.000 hfl - 2.000.000/Monat (bei voll ausgeschöpfter Produktionskapazität).

andere Bezugsquellen
für Vormaterialien: Bei der Einfuhr der Vormaterialien aus EG-Ländern würden die Frachtkosten die Herstellung unrentabel machen.

Zeitraum der
Abweichung laut Antrag: Fünf Jahre. Während dieser Frist könnte das Unternehmen größere Investitionen vornehmen und sich um die Produktionsdiversifizierung bemühen.

Bemerkungen: Dieses Projekt ist von besonderer Bedeutung für die Beschäftigung auf Bonaire. Eine Abweichung gäbe den entscheidenden Anstoß für die erforderlichen Investitionen

Weitere Einzelheiten bei: Frau M. Grubben
Wirtschaftsministerium
Abteilung EG-Außenbeziehungen
Postfach 20101
2500 DEN HAAG
Telefon 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

zur Abweichung von der Begriffsbestimmung für
"Ursprungswaren" zur Berücksichtigung der besonderen Lage der
Niederländischen Antillen hinsichtlich chemisch beständiger Latzhosen
des KN-Codes 6210 10 99

DER RAT DES EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschafts-
gemeinschaft, insbesondere auf Artikel 113,

gestützt auf den Beschluß 86/283/EWG des Rates vom 30. Juni 1986 über die
Assoziation der überseeischen Länder und Gebiete, nachstehend ÜLG
genannt, mit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (1),

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Artikel 28 des Anhangs II des genannten Ratsbeschlusses über die Bestimmung
des Begriffs "Ursprungswaren" und über die Methoden der Zusammenarbeit der
Verwaltungen sieht vor, daß Abweichungen von den Ursprungsregeln vom Rat
genehmigt werden können, wenn die Entwicklung bestehender Industrien oder die
Ansiedlung neuer Industrien in einem Land oder Gebiet dies erfordert.

Die niederländische Regierung hat im Namen der Niederländischen Antillen eine
Abweichung von den Ursprungsregeln für dort hergestellte chemisch beständige
Latzhosen beantragt, für die vorübergehend die im oben genannten Anhang II
niedergelegten Ursprungsregeln nicht eingehalten werden konnten.

(1) Abl. Nr. L 175 vom 1.7.1986, S. 1.

Der genannte Artikel 28 regelt die Voraussetzungen, unter denen eine Abweichung genehmigt werden kann. Die geographische Lage der Niederländischen Antillen und auch die spezielle Beschaffenheit der Ware verhindern die Verwendung von Rohstoffen, die in der Gemeinschaft, in anderen überseeischen Ländern und Gebieten oder in den AKP-Staaten vollständig hergestellt oder dort bearbeitet worden sind. Die Gewährung einer Abweichung würde keinem Wirtschaftssektor der Gemeinschaft oder einem oder mehreren ihrer Mitgliedstaaten einen schweren Schaden zufügen. Eine Abweichung ist unerlässlich für die Durchführung eines umfangreichen Investitionsprogramms und für das betreffende Unternehmen, damit es Diversifizierungsmöglichkeiten in naher Zukunft prüfen kann. Somit sind die einschlägigen Bedingungen von Artikel 28 in diesem Fall erfüllt -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

In Anweichung von den Bestimmungen des Anhangs II des Beschlusses 86/283/EWG gelten chemisch beständige Latzhosen des KN-Codes 6210 10 99 als Ursprungswaren der Niederländischen Antillen, wenn sie dort aus Polypropylengewebe mit einem Überzug aus Polyethylen ohne Ursprungseigenschaft hergestellt sind, sofern die in dieser Verordnung festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

Artikel 2

Die in Artikel 1 vorgesehene Abweichung gilt für eine jährliche Globalmenge von 750.000 Stück, die von den Niederländischen Antillen in der Zeit vom 1. Januar 1990 bis 31. Dezember 1992 ausgeführt werden.

Artikel 3

Die zuständigen Behörden der Niederländischen Antillen überwachen die in Artikel 2 vorgesehenen Ausfuhrmengen und übermitteln der Kommission vierteljährlich eine Aufstellung der Mengen, für die Warenverkehrsbescheinigungen EUR.1 gemäß dieser Verordnung erteilt worden sind.

Artikel 4

(1) Diese Verordnung tritt am Tag ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Ungeachtet Artikel 2 gilt diese Verordnung nicht mehr spätestens am Tage des Ablaufens des Beschlusses 86/283/EWG oder der etwaigen entsprechenden Bestimmungen für den Handel, welche diesen Beschluß ersetzen können.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Der Präsident .

EXPLANATORY NOTE

Introduction

The Government of the Netherlands, on behalf of the Government of the Netherlands' Antilles, has submitted a request for a derogation from the rules of origin applicable to trade between the associated overseas countries and territories (O.C.T.) and the European Economic Community.

If the derogation is granted, thus allowing certain protective garments to benefit from the preferential tariff treatment granted by the Community to O.C.T. originating products (1), it would open the way to the important industrial investments necessary to start the production of these garments.

Nature of the problem

Under the current rules, the garments in question can benefit from the preferential treatment if weaving and making-up takes place in an OCT. The use of imported fabric originating in third countries is not allowed.

In the case in question, the particular highly sophisticated fabric to be used is not available in other OCTs or ACPs. Furthermore, the supply of fabric from the USA, which gives rise to the need for a derogation, is part of the investment scheme and of the plans for the first period of production, which will be carried out by a Northern American investor.

(1) Council Decision 86/283/EEC of 30 June 1986.

Legal aspects

The request is based on Article 28 of Annex II to Council Decision 86/283, due to expire on 28 February 1990.

The successor provisions expected to come into force on 1 March 1990, taking into account the outcome of the negotiation for the renewal of the Lomé Convention, specify that a derogation shall be granted if it would not cause serious injury to an economic sector of the Community. In the present case, the nature of the product and the quantities involved exclude any risk of this kind.

Other criteria for granting a derogation mentioned in the same article which are particularly relevant in this case are the geographical situation of the territory concerned and the effect of the normal rules on possible investments.

For the complete supporting information submitted by the Netherlands' Government in accordance with Article 28(1) see Annex A to this Explanatory Note.

Temporary nature of the derogation

It is proposed to grant the derogation for three years, after which period additional investments and diversification are expected to have enabled a permanent solution to the problem to be found.

Conclusion

The Commission proposes to the Council to grant the requested derogation by adopting the attached draft Regulation.

SUPPORTING INFORMATION SUBMITTED BY THE NETHERLANDS' GOVERNMENT

subject: Request for derogation from the rules of origin
(art. 28 annex II, Council Decision on CTO, 30.6.86)

finished product: chemicalproof overalls

company: Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A. / tel. 8325

reason for non-compliance with rules of origin import of raw materials from third country (USA)
The highly sophisticated raw material is not available in developing countries. The freight cost for imports from EC-sources would make production unprofitable.

nature and origin of used materials: polypropylene fibre (non woven, non spun) with a polyethylene coating imported from the U.S.A.

manufacturing-process: confectioning of overalls

value added: 66%

number of employees: 92, to be extended to 315 at a full scale production level.

estimated export value to EC: DFL. 200.000 - DFL 2.000.000/month (at a full scale production level).

other possible supplies of raw materials: Imports of the raw materials from EC sources would make production unprofitable in view of the freight costs.

period of derogation five years: a derogation for this period would allow the company to make important investments and to investigate diversification possibilities in the mean time.

remarks: this project is of major importance for employment on Bonaire. A derogation would give a crucial incentive for the necessary investments.

for further information: Mrs. M. Grubben
Ministry of Economic Affairs
Division External EEC Affairs
P.O. Box 20101
2500 EC THE HAGUE
Phone 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

of 1989

derogating from the definition of the concept of
"originating products" to take account of the special situation of the
Netherlands' Antilles with regard to chemical-proof overalls
of CN code 6210 10 99

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and
in particular Article 113 thereof,

Having regard to Council Decision 86/283/EEC of 30 June 1986 on the
association of the overseas countries and territories, hereinafter referred
to as O.C.T., with the European Economic Community (1);

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 28 of Annex II to the said Council Decision, concerning the
definition of the concept of "originating products" and methods of
administrative cooperation provides that derogations from the rules of origin
may be adopted by the Council where the development of existing industries or
the creation of new industries in a country or territory justifies them;

Whereas the Dutch Government has requested, on behalf of the Netherlands'
Antilles, a derogation from the rules of origin for chemical-proof overalls
manufactured there, which for a temporary period could not satisfy the rules
of origin laid down in the above-mentioned Annex II;

(1) OJ No. L 175, 01.07.1986, p. 1.

whereas the said Article 28 sets out the conditions which must be fulfilled in order for a derogation to be granted; whereas the geographical situation of the Netherlands' Antilles on the one hand, and the highly sophisticated nature of the material on the other hand prevent the use of raw materials wholly obtained or processed in other overseas countries and territories or in the ACP States; whereas granting a derogation would not cause any serious injury to an economic sector of the Community, or of one or more Member States; whereas a temporary derogation is indispensable for the realization of an important investment programme and to enable the company concerned to investigate diversification possibilities in the near future; whereas the relevant conditions of Article 28 are therefore respected in the present case;

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

By way of derogation from the provisions of Annex II to Decision 86/283/EEC, chemical-proof overalls of CN code 6210 10 99 shall be considered as originating in the Netherlands' Antilles when they are manufactured there from non-originating polypropylene fabric with a polyethylene coating, subject to the conditions set out in this Regulation.

Article 2

The derogation provided for in Article 1 shall relate to an annual global quantity of 750,000 pieces exported from the Netherlands' Antilles during the period from 1 January 1990 to 31 December 1992.

Article 3

The competent authorities of the Netherlands' Antilles shall carry out quantitative checks on exports as referred to in Article 2 and shall forward to the Commission every three months a statement of the quantities in respect of which movement certificates EUR.1 have been issued on the basis of this Regulation.

Article 4

This Regulation shall enter into force on the date of its publication in the Official Journal of the European Communities.

Notwithstanding Article 2, this Regulation shall cease to apply at the latest on the date of expiry of Decision 86/283/EEC or of any equivalent trade provisions which may replace that Decision.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

The President

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(90) 111 final

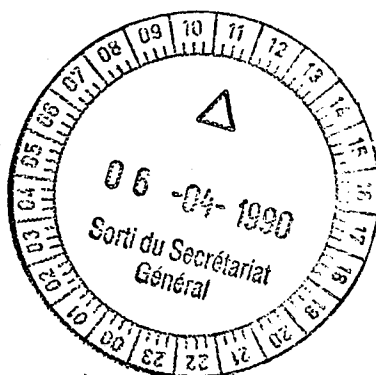
Bruxelles, le 30 mars 1990

Proposition de

REGLEMENT (CEE) du Conseil

portant dérogation à la définition de la notion
de produits originaux pour tenir compte de la
situation particulière des Antilles néerlandaises
en ce qui concerne les combinaisons de protection
contre les substances chimiques répondant au code
6210 10 99 de la nomenclature combinée

(présentée par la Commission)



Com 1112

EXPOSE DES MOTIFS

Introduction

Au nom du gouvernement des Antilles néerlandaises, le gouvernement des Pays-Bas a introduit une demande de dérogation aux règles d'origine de certains vêtements de protection applicables au commerce entre les PTOM et la CEE.

Si la dérogation est accordée - et permet, donc, à certains vêtements de protection de bénéficier du traitement tarifaire préférentiel accordé par la Communauté aux produits originaires des PTOM⁽¹⁾ - elle ouvrira la voie aux importants investissements industriels nécessaires pour faire démarrer la fabrication desdits vêtements.

Nature du problème

Dans la réglementation actuelle, les vêtements en cause peuvent bénéficier du traitement préférentiel si le tissage et la confection s'effectuent dans un PTOM. L'utilisation de tissu importé originaire d'un pays tiers n'est pas autorisée.

En l'occurrence, les autres PTOM et pays ACP ne sont pas à même de fournir le tissu hautement sophistiqué qui convient.

En outre, le schéma d'investissement et les plans pour la période de fabrication initiale, qui seront mis en oeuvre par un investisseur nord-américain, prévoient la fourniture de tissu provenant des Etats-Unis.

(1) Décision 86/283/CEE du Conseil, du 30.6.1986.
JO n° L 175 du 1.07.1986.

Aspects juridiques

La demande se fonde sur l'art. 28 de l'annexe II de la décision du Conseil n° 86/283 qui viendra à expiration le 28 février 1990.

Il est prévu que les dispositions qui remplaceront cette décision entreront en vigueur le 1er mars 1990 et préciseront, conformément au résultat des négociations concernant le renouvellement de la Convention de Lomé, qu'une dérogation doit être accordée pour autant qu'elle ne porte pas de préjudice grave à un secteur de l'économie communautaire. En l'occurrence, la nature du produit et les quantités en cause excluent tout danger de ce genre.

Parmi les autres critères de dérogation cités dans le même article, la situation géographique du territoire concerné et l'effet des règles normales sur les investisseurs potentiels sont particulièrement pertinents dans le cas présent.

Les éléments fournis à l'appui par le gouvernement néerlandais en application de l'article 28, paragraphe 1, sont reproduits intégralement à l'annexe A du présent exposé des motifs.

Nature temporaire de la dérogation

Il est proposé que la dérogation soit accordée pour trois ans. Grâce à des investissements supplémentaires et à un processus de diversification, une solution définitive du problème devrait pouvoir être trouvée d'ici à l'expiration de cette période.

Conclusion

La Commission propose au Conseil d'accorder la dérogation demandée par l'adoption du projet de règlement ci-joint.

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL N° /90
du 1990
portant dérogation à la définition de la notion
de produits originaires pour tenir compte de la
situation particulière des Antilles néerlandaises
en ce qui concerne les combinaisons de protection
contre les substances chimiques répondant au code
6210 10 99 de la nomenclature combinée

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la décision 86/283/CEE du Conseil, du 30 juin 1986, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer, ci-après dénommés PTOM, à la Communauté économique européenne⁽¹⁾,

vu la proposition de la Commission,

considérant que l'article 28 de l'annexe II de ladite décision du Conseil, concernant la définition de la notion de produits originaires et les méthodes de coopération administrative prévoit que le Conseil peut adopter une dérogation aux règles d'origine lorsque le développement d'industries existantes ou la création d'industries dans un pays ou territoire la justifie,

considérant que le gouvernement néerlandais a sollicité, au nom des Antilles néerlandaises, une dérogation aux règles d'origine pour des combinaisons de protection contre les substances chimiques qui y sont fabriquées et qui, temporairement, ne peuvent satisfaire aux règles d'origine établies dans l'annexe II précitée,

(1) JO n° L 175 du 1.07.1986, p. 1.

considérant que ledit article 28 fixe les conditions qui doivent être remplies pour que soit accordée une dérogation; que la situation géographique des Antilles néerlandaises et la nature hautement sophistiquée du matériau empêchent l'emploi de matières premières entièrement obtenues ou transformées, dans d'autres PTOM ou dans les Etats ACP; qu'une dérogation ne porterait pas de préjudice grave à un secteur économique de la Communauté ou d'un ou plusieurs Etats membres; qu'une dérogation temporaire est indispensable pour la mise en oeuvre d'un important programme d'investissement et pour permettre à la firme concernée d'étudier les possibilités de diversification à brève échéance; que les conditions pertinentes de l'article 28 sont, donc, remplies en l'occurrence;

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Par dérogation aux dispositions de l'annexe II de la décision 86/283/CEE, les combinaisons de protection contre les substances chimiques répondant au code NC 6210 10 99 sont considérées comme originaires des Antilles néerlandaises lorsqu'elles y sont fabriquées à partir de tissu de polypropylène non original revêtu de polyéthylène, sous réserve des conditions définies dans le présent règlement.

Article 2

La dérogation prévue à l'article 1 porte sur une quantité annuelle globale de 750.000 pièces exportées des Antilles néerlandaises pendant la période allant du 1er janvier 1990 au 31 décembre 1992.

Article 3

Les autorités compétentes des Antilles néerlandaises effectuent des contrôles quantitatifs des exportations visées à l'article 2 et transmettent chaque trimestre à la Commission un relevé des quantités pour lesquelles des certificats de circulation EUR. 1 ont été établis sur la base du présent règlement.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Nonobstant l'article 2 du présent règlement, celui-ci cessera de produire ses effets au plus tard à la date de l'expiration de la décision 86/283/CEE ou de toutes dispositions commerciales équivalentes qui pourraient remplacer cette décision.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le Président

Objet : Demande de dérogation aux règles d'origine (art. 29 annexe II, décision du Conseil relative aux PTOM du 30.6.66)

Produit fini : Vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Société : Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A./tél.: 6325

Raison de la non-observation des règles d'origine : Importation de matières premières en provenance d'un pays tiers (Etats-Unis). Cette matière première très sophistiquée n'est pas disponible dans les PVD. Les coûts de transport des importations de sources communautaires rendraient la production non rentable.

Nature et origine des matières utilisées : Fibres de polypropylène (non tissées, non filées) enduites de polyéthylène et importées des Etats-Unis.

Processus de fabrication : Confection de vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Valeur ajoutée : 66 %

Nombre de salariés : 92, ce chiffre devant passer à 315 lorsque la production atteindra son plein régime.

Valeur estimée des exportations vers la CEE : DFL 200 000 - DFL 2 000 000/mois (lorsque la production atteindra son plein régime)

Autres livraisons éventuelles de matières premières : Des importations de matières premières provenant de sources d'approvisionnement communautaires rendraient la production non rentable, compte tenu des frais de transport.

Période de dérogation : 5 ans : une dérogation pour ce laps de temps permettrait à la société de réaliser des investissements importants et de rechercher parallèlement des possibilités de diversification.

Remarque : Ce projet revêt une grande importance pour l'emploi à Bonaire. Une dérogation constituerait une incitation capitale pour les investissements nécessaires.

Pour toute information

complémentaire :

Mrs. M. Grubben
Ministry of Economic Affairs
Division External EEC Affairs
P.O. Box 20101
2500 EC THE HAGUE
Phone 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

FICHE FINANCIERE

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'octroi d'une dérogation et une perte de recettes. Si la dérogation n'est pas accordée, il n'est pas possible de déterminer à l'avance auprès de quels fournisseurs (préférentiels ou non) le marché communautaire s'approvisionnera.

Toutefois, à titre indicatif, il peut être mentionné que, sur la base de la valeur des vêtements en question communiquée par les autorités néerlandaises, les droits à percevoir sur les quantités couvertes par la dérogation proposée s'élèveraient à environ 31.500 écus par an (taux 14 %) pour 100.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

Etat d'impact sur les PME

La présente proposition concerne une dérogation aux règles d'origine applicables aux Pays et Territoires d'Outre-Mer pour les vêtements de protection exportés vers la Communauté et importés en franchise de droits de douane.

La dérogation serait applicable pendant trois ans et limitée à une quantité susceptible de ne causer aucune perturbation dans le Marché Commun.

Cette proposition n'aurait donc aucun effet perceptible sur l'emploi et la compétitivité dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0254-1491

COM(90) 111 final

DOCUMENTS

FR

11 02

N° de catalogue : CB-CO-90-134-FR-C

ISBN 92-77-59019-X

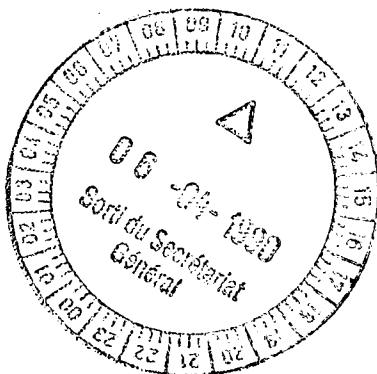
KOM(90)₁₁₁ endg.

Brüssel, den 30 .März 1990

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Abweichung von der Begriffsbestimmung für
"Ursprungswaren" zur Berücksichtigung der besonderen Lage der
Niederländischen Antillen hinsichtlich chemisch beständiger Latzhosen
des KN-Codes 6210 10 99

(von der Kommission vorgelegt)



BEGRÜNDUNG

Einleitung

Die niederländische Regierung hat im Namen der Regierung der Niederländischen Antillen eine Abweichung von den für den Handel zwischen den Assoziierten überseeischen Ländern und Gebieten (ÜLG) und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft geltenden Ursprungsregeln beantragt.

Wird die Abweichung genehmigt und somit für bestimmte Schutzkleidung die Präferenz Zollbehandlung eingeräumt, die die Gemeinschaft den Ursprungswaren der ÜLG gewährt (1), so würde dies die für die Aufnahme der Produktion dieser Kleidungsstücke erforderlichen, umfangreichen industriellen Investitionen ermöglichen.

Sachverhalt

Im Rahmen der geltenden Regeln kann für diese Kleidungsstücke die Präferenzbehandlung gewährt werden, wenn Weben und Konfektion in einem ÜLG stattfinden. Eingeführte Gewebe mit Ursprung in Drittländern dürfen nicht verwendet werden.

Im vorliegenden Fall ist das zu verwendende Spezialgewebe in anderen ÜLG oder AKP-Staaten nicht verfügbar. Das Problem kann auch nicht durch das sogenannte Kumulierungsverfahren gelöst werden, da die Frachtkosten die Verwendung von Gemeinschaftswaren verhindern.

Schließlich ist die Versorgung mit Gewebe aus den USA, die diese Abweichung notwendig macht, Teil des Investitionsprogramms und der Pläne für die erste Produktionsphase, die ein nordamerikanischer Investor durchführen wird.

(1) Beschluss 86/233/EWG des Rates vom 30. Juni 1986

Rechtliche Aspekte

Der Antrag erfolgt aufgrund des Artikels 28 des Anhangs II zum Beschluß 86/283/EWG des Rates, der zum 28. Februar 1990 abläuft.

Die Nachfolgebestimmungen, die zum 1. März 1990 in Kraft treten sollen und die dem Ergebnis der Verhandlungen über die Erneuerung des Lomé-Abkommens Rechnung tragen, legen fest, daß eine Abweichung gewährt wird, sofern diese nicht geeignet ist, einem Wirtschaftssektor der Gemeinschaft schweren Schaden zuzufügen. Die Mengen im vorliegenden Fall schliessen jedoch eine derartige Gefahr aus.

Weitere Kriterien für die Genehmigung einer Abweichung, die in diesem Fall besonders zutreffen, sind die geographische Lage des betreffenden Gebiets sowie die Auswirkungen der geltenden Regeln auf mögliche Investoren.

Die vollständigen von der niederländischen Regierung vorgelegten begründenden Unterlagen gemäß Artikel 28 Absatz 1, enthält Anhang A zu dieser Begründung.

Vorübergehender Charakter der Abweichung

Die Abweichung wird für drei Jahre beantragt; danach wird damit gerechnet, daß weitere Investitionen und Diversifizierungen eine dauerhafte Lösung des Problems ermöglicht haben.

Schlussfolgerung

Die Kommission schlägt dem Rat vor, die beantragte Abweichung durch Annahme des beigefügten Verordnungsentwurfs zu gewähren.

zur Abweichung von der Begriffsbestimmung für
"Ursprungswaren" zur Berücksichtigung der besonderen Lage der
Niederländischen Antillen hinsichtlich chemisch beständiger Latzhosen
des KN-Codes 6210 10 99

DER RAT DES EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschafts-
gemeinschaft, insbesondere auf Artikel 113,

gestützt auf den Beschluß 86/283/EWG des Rates vom 30. Juni 1986 über die
Assoziation der überseeischen Länder und Gebiete, nachstehend ÜLG
genannt, mit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (1),

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Artikel 28 des Anhangs II des genannten Ratsbeschlusses über die Bestimmung
des Begriffs "Ursprungswaren" und über die Methoden der Zusammenarbeit der
Verwaltungen sieht vor, daß Abweichungen von den Ursprungsregeln vom Rat
genehmigt werden können, wenn die Entwicklung bestehender Industrien oder die
Ansiedlung neuer Industrien in einem Land oder Gebiet dies erfordert.

Die niederländische Regierung hat im Namen der Niederländischen Antillen eine
Abweichung von den Ursprungsregeln für dort hergestellte chemisch beständige
Latzhosen beantragt, für die vorübergehend die im oben genannten Anhang II
niedergelegten Ursprungsregeln nicht eingehalten werden konnten.

(1) ABl. Nr. L 175 vom 1.7.1986, S. 1.

Der genannte Artikel 28 regelt die Voraussetzungen, unter denen eine Abweichung genehmigt werden kann. Die geographische Lage der Niederländischen Antillen und auch die spezielle Beschaffenheit der Ware verhindern die Verwendung von Rohstoffen, die in der Gemeinschaft, in anderen überseeischen Ländern und Gebieten oder in den AKP-Staaten vollständig hergestellt oder dort bearbeitet worden sind. Die Gewährung einer Abweichung würde keinem Wirtschaftssektor der Gemeinschaft oder einem oder mehreren ihrer Mitgliedstaaten einen schweren Schaden zufügen. Eine Abweichung ist unerlässlich für die Durchführung eines umfangreichen Investitionsprogramms und für das betreffende Unternehmen, damit es Diversifizierungsmöglichkeiten in naher Zukunft prüfen kann. Somit sind die einschlägigen Bedingungen von Artikel 28 in diesem Fall erfüllt -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

In Anweichung von den Bestimmungen des Anhangs II des Beschlusses 86/283/EWG gelten chemisch beständige Latzhosen des KN-Codes 6210 10 99 als Ursprungswaren der Niederländischen Antillen, wenn sie dort aus Polypropylengewebe mit einem Überzug aus Polyethylen ohne Ursprungseigenschaft hergestellt sind, sofern die in dieser Verordnung festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

Artikel 2

Die in Artikel 1 vorgesehene Abweichung gilt für eine jährliche Globalmenge von 750.000 Stück, die von den Niederländischen Antillen in der Zeit vom 1. Januar 1990 bis 31. Dezember 1992 ausgeführt werden.

Artikel 3

Die zuständigen Behörden der Niederländischen Antillen überwachen die in Artikel 2 vorgesehenen Ausfuhrmengen und übermitteln der Kommission vierteljährlich eine Aufstellung der Mengen, für die Warenverkehrsbescheinigungen EUR.1 gemäß dieser Verordnung erteilt worden sind.

Artikel 4

(1) Diese Verordnung tritt am Tag ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Ungeachtet Artikel 2 gilt diese Verordnung nicht mehr spätestens am Tage des Ablaufens des Beschlusses 86/283/EWG oder der etwaigen entsprechenden Bestimmungen für den Handel, welche diesen Beschluß ersetzen können.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Der Präsident

Betreff: Antrag auf Abweichung von den Ursprungsregeln (Art. 28 Anhang II des Beschlusses des Rates vom 30.6.1986 betrie die ULG)

Fertigware: Chemikalienbeständige Latzhosen

Unternehmen: Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A./ Tel. 8325

Gründe für die Nicht-
erfüllung der
Ursprungsregeln: Einfuhr von Vormaterialien aus einem Drittland (USA). Die technisch sehr hochentwickelten Vormaterialien sind in Entwicklungsländern nicht erhältlich. Bei der Einfuhr aus EG-Staaten würden die Frachtkosten die Herstellung unrentabel machen.

Art und Ursprung der
Vormaterialien: Polypropylenspinnfasern (weder gewebt noch gesponnen) mit Polyethylenüberzug aus den USA eingeführt

Herstellungsverfahren: Herstellen von Latzhosen

Wertsteigerung: 66 %

Zahl der Beschäftigten: 92. Bei voll ausgeschöpfter Produktionskapazität 315.

Ausfuhr in die EG
(Schätzwert): 200.000 hfl - 2.000.000/Monat (bei voll ausgeschöpfter Produktionskapazität).

andere Bezugsquellen
für Vormaterialien: Bei der Einfuhr der Vormaterialien aus EG-Ländern würden die Frachtkosten die Herstellung unrentabel machen.

Zeitraum der
Abweichung laut Antrag: Fünf Jahre. Während dieser Frist könnte das Unternehmen größere Investitionen vornehmen und sich um die Produktionsdiversifizierung bemühen.

Bemerkungen: Dieses Projekt ist von besonderer Bedeutung für die Beschäftigung auf Bonaire. Eine Abweichung gäbe den entscheidenden Anstoß für die erforderlichen Investitionen

Weitere Einzelheiten bei: Frau M. Grubben
Wirtschaftsministerium
Abteilung EG-Außenbeziehungen
Postfach 20101
2500 DEN HAAG
Telefon 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

FICHE FINANCIERE

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'octroi d'une dérogation et une perte de recettes. Si la dérogation n'est pas accordée, il n'est pas possible de déterminer à l'avance auprès de quels fournisseurs (préférentiels ou non) le marché communautaire s'approvisionnera.

Toutefois, à titre indicatif, il peut être mentionné que, sur la base de la valeur des vêtements en question communiquée par les autorités néerlandaises, les droits à percevoir sur les quantités couvertes par la dérogation proposée s'élèveraient à environ 31.500 écus par an (taux 14 %) pour 100.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

Etat d'impact sur les PME

La présente proposition concerne une dérogation aux règles d'origine applicables aux Pays et Territoires d'Outre-Mer pour les vêtements de protection exportés vers la Communauté et importés en franchise de droits de douane.

La dérogation serait applicable pendant trois ans et limitée à une quantité susceptible de ne causer aucune perturbation dans le Marché Commun.

Cette proposition n'aurait donc aucun effet perceptible sur l'emploi et la compétitivité dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0254-1467

KOM(90) 111 endg.

DOKUMENTE

DE

11 02

Katalognummer : CB-CO-90-134-DE-C

ISBN 92-77-59016-5

Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften
L-2985 Luxemburg

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

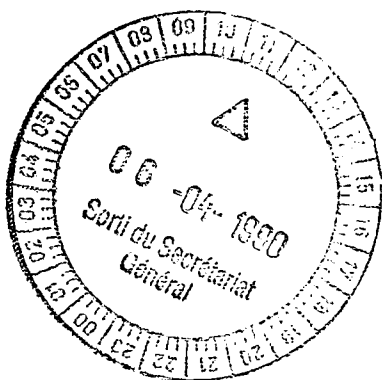
COM(90) 111 def.

Bruxelles, 30 marzo 1990

Proposta di REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante deroga alla definizione di "Prodotti originari"
per tener conto della particolare situazione delle Antille Olandesi
per quanto concerne tute resistenti a prodotti chimici
del codice NC 6210 10 99

(presentata dalla Commissione)



con 1178

RELAZIONE

Introduzione

Il governo dei Paesi Bassi, a nome del governo delle Antille Olandesi, ha presentato una richiesta di deroga alle regole d'origine applicabili agli scambi fra i Paesi e territori d'oltremare (PTOM) associati e la Comunità economica europea.

Ove la deroga fosse accordata, il che consentirebbe a taluni indumenti protettivi di beneficiare del trattamento tariffario preferenziale concesso dalla Comunità ai prodotti originari di uno PTOM (1), sarebbe possibile dare il via agli ingenti investimenti industriali necessari ad avviare la produzione di tali indumenti.

Natura del problema

Secondo le regole attualmente in vigore, gli indumenti in questione possono beneficiare del trattamento preferenziale se la tessitura e la confezione vengono effettuate in uno PTOM. Non è consentito l'impiego di tessuti importati originari di paesi terzi.

Il particolare tessuto altamente sofisticato richiesto nel caso di specie non è disponibile in altri PTOM o paesi ACP.

Inoltre, la fornitura di tessuto dagli Stati Uniti da cui nasce la necessità di una deroga, costituisce parte integrante del programma di investimenti e dei progetti concernenti il primo periodo di produzione, che sarà di competenza di un investitore nordamericano.

(1) Decisione 86/283/CEE del Consiglio del 30.6.1986.

Aspetti giuridici

La richiesta si fonda sull'articolo 28 dell'allegato II della decisione 86/283/CEE del Consiglio, che scade il 28 febbraio 1990.

Le disposizioni che la sostituiranno, la cui entrata in vigore è prevista per il 1 marzo 1990, prendendo in considerazione l'esito dei negoziati per il rinnovo della Convenzione di Lomé, dispongono che una deroga sia accordata, purché essa non arrechi grave pregiudizio ad un settore economico della Comunità. Nel caso di specie, il tipo di prodotto e le quantità richieste escludono qualsiasi rischio del genere.

Lo stesso articolo contiene altri criteri per la concessione della deroga, che assumono particolare rilevanza in questo caso, vale a dire la situazione geografica del territorio interessato e l'effetto delle normali regole su eventuali investimenti.

Per la documentazione giustificativa completa presentata dal governo dei Paesi Bassi in conformità di quanto previsto dall'articolo 28, paragrafo 1, si confronti l'allegato A della presente relazione.

Carattere temporaneo della deroga

La deroga è richiesta per cinque anni, al termine dei quali si pensa che investimenti ulteriori e la diversificazione abbiano consentito di trovare una soluzione definitiva al problema.

Conclusione

La Commissione propone al Consiglio di accordare la deroga richiesta mediante l'adozione del progetto di regolamento accluso in allegato.

**REGOLAMENTO (CEE) N° /90 DEL CONSIGLIO
del 1990**

**recante deroga alla definizione di "Prodotti originari"
per tener conto della particolare situazione delle Antille Olandesi
per quanto concerne tute resistenti a prodotti chimici
del codice NC 6210 10 99**

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 113,

vista la decisione 86/283/CEE del Consiglio del 30 giugno 1986, relativa all'associazione dei Paesi e territori d'oltremare alla Comunità economica europea (1), in appresso denominati PTOM,

vista la proposta della Commissione,

considerando che l'articolo 28 dell'allegato II della suddetta decisione del Consiglio concernente alla definizione della nozione di "prodotti originari" ed i metodi di cooperazione amministrativa stabilisce che il Consiglio possa decidere deroghe alle regole di origine quando lo sviluppo di industrie esistenti o l'insediamento di nuove industrie in un paese o territorio lo giustifichi;

considerando che il governo dei Paesi Bassi ha chiesto, a nome delle Antille Olandesi, una deroga alle regole di origine per le tute resistenti a prodotti chimici ivi fabbricate che non potrebbero temporaneamente soddisfare le regole di origine stabilite dal suddetto allegato II;

(1) GU L 175 dell'1.7.1986, pag. 1.

considerando che l'articolo 28 del suddetto allegato II stabilisce le condizioni che devono essere soddisfatte affinché una deroga possa essere accordata; che la situazione geografica delle Antille Olandesi da un lato ed il carattere altamente sofisticato del materiale dall'altro impediscono l'impiego di materie prime interamente ottenute o trasformate in altri PTOM o nei paesi ACP; che la deroga non arrecherebbe

un grave pregiudizio a un settore economico della Comunità o di uno o più Stati membri della medesima; che una deroga temporanea è indispensabile per realizzare un importante programma di investimenti e per consentire alla società interessata di individuare possibilità di diversificazione nel prossimo futuro; che quanto disposto all'articolo 28 risulta pertanto rispettato nel caso in questione,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

In deroga alle disposizioni dell'allegato II della decisione 86/283/86, le tute resistenti ai prodotti chimici del codice NC 6210 10 99

sono considerate originarie delle Antille Olandesi quando vi sono fabbricate con tessuto non originario in polipropilene ricoperto di polietilene alle condizioni stabilite dal presente regolamento.

Articolo 2

La deroga di cui all'articolo 1 concerne un quantitativo annuo globale di 750.000 pezzi esportati dalle Antille Olandesi nel periodo 1° gennaio 1990 - 31 dicembre 1992.

Articolo 3

~~Le autorità competenti delle Antille Olandesi effettuano il controllo quantitativo delle esportazioni di cui all'articolo 2 e trasmettono ogni trimestre alla Commissione l'estratto dei quantitativi per i quali sono stati rilasciati dei certificati di circolazione EUR.1 a titolo del presente regolamento.~~

Articolo 4

Il presente regolamento entra in vigore il giorno della pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

In deroga all' articolo 2, questo Regolamento cessa di essere applicabile al più tardi alla data scadenza della Decisione 86/283/CEE o di eventuali disposizioni commerciali equivalenti che la sostituiscono.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il

Per il Consiglio

Il Presidente

Objet : Demande de dérogation aux règles d'origine (art. 29 annexe II, décision du Conseil relative aux PTOM du 30.6.86)

Produit fini : Vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Société : Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A./tél.: 8325

Raison de la non-observation des règles d'origine : Importation de matières premières en provenance d'un pays tiers (Etats-Unis). Cette matière première très sophistiquée n'est pas disponible dans les PVD. Les coûts de transport des importations de sources communautaires rendraient la production non rentable.

Nature et origine des matières utilisées : Fibres de polypropylène (non tissées, non filées) enduites de polyéthylène et importées des Etats-Unis.

Processus de fabrication : Confection de vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Valeur ajoutée : 66 %

Nombre de salariés : 92, ce chiffre devant passer à 315 lorsque la production atteindra son plein régime.

Valeur estimée des exportations vers la CEE : Dfl 200 000 - Dfl 2 000 000/mois (lorsque la production atteindra son plein régime)

Autres livraisons éventuelles de matières premières : Des importations de matières premières provenant de sources d'approvisionnement communautaires rendraient la production non rentable, compte tenu des frais de transport.

Période de dérogation : 5 ans : une dérogation pour ce laps de temps permettrait à la société de réaliser des investissements importants et de rechercher parallèlement des possibilités de diversification.

Remarque : Ce projet revêt une grande importance pour l'emploi à Bonaire. Une dérogation constituerait une incitation capitale pour les investissements nécessaires.

Pour toute information
complémentaire :

Mrs. M. Grubben
Ministry of Economic Affairs
Division External EEC Affairs
P.O. Box 20101
2500 EC THE HAGUE
Phone 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

FICHE FINANCIERE

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'octroi d'une dérogation et une perte de recettes. Si la dérogation n'est pas accordée, il n'est pas possible de déterminer à l'avance auprès de quels fournisseurs (préférentiels ou non) le marché communautaire s'approvisionnera.

Toutefois, à titre indicatif, il peut être mentionné que, sur la base de la valeur des vêtements en question communiquée par les autorités néerlandaises, les droits à percevoir sur les quantités couvertes par la dérogation proposée s'élèveraient à environ 31.500 écus par an (taux 14 %) pour 100.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

Etat d'impact sur les PME

La présente proposition concerne une dérogation aux règles d'origine applicables aux Pays et Territoires d'Outre-Mer pour les vêtements de protection exportés vers la Communauté et importés en franchise de droits de douane.

La dérogation serait applicable pendant trois ans et limitée à une quantité susceptible de ne causer aucune perturbation dans le Marché Commun.

Cette proposition n'aurait donc aucun effet perceptible sur l'emploi et la compétitivité dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0254-1505

COM(90) 111 def.

DOCUMENTI

IT

11 02

N. di catalogo : CB-CO-90-134-IT-C

ISBN 92-77-59020-3

Ufficio delle pubblicazioni ufficiali dell. Comunità europee
L-2985 Lussemburgo

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

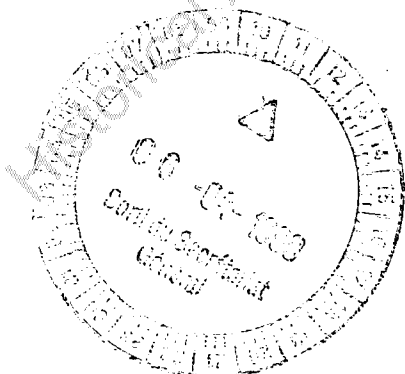
COM(90) 111 def.

Brussel, 30 maart 1990

Voorstel voor een VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

houdende afwijking van de definitie van het begrip "produkten van oorsprong"
in verband met de bijzondere situatie van de Nederlandse Antillen
ten aanzien van overalls van GN-code 6210 10 99
die tegen chemicaliën zijn bestand

(door de Commissie ingediend)



TOELICHTING

Inleiding

De Nederlandse Regering heeft: namens de Regering van de Nederlandse Antillen om een afwijking van de regels van oorsprong verzocht, welke van toepassing zijn op het handelsverkeer van de geassocieerde landen en gebieden overzee (LGO) met de Europese Economische Gemeenschap.

Wanneer de afwijking wordt toegestaan, met het gevolg dat bepaalde beschermende kleding in aanmerking komt voor de preferentiële tariefregeling die door de Gemeenschap wordt verleend aan goederen van oorsprong uit de LGO (1), zal dit de weg effenen voor de belangrijke industriële investeringen die nodig zijn om met de produktie van deze kleding te beginnen.

Aard van het probleem

Bedoelde kleding kan uit hoofde van de geldende regels in aanmerking komen voor de preferentiële tariefregeling, wanneer het weven en veredelen plaatsvinden in een LGO. Het gebruik van ingevoerd weefsel afkomstig uit derde landen is niet toegestaan.

In bedoeld geval is het bijzonder geavanceerde weefsel dat moet worden gebruikt niet in andere LGO'S of ACS-landen voorhanden. Het probleem kan niet worden opgelost met de zogenaamde "cumulatieprocedure", aangezien de hoge vrachtkosten het gebruik van communautaire stoffen in de weg staan.

Tenslotte maakt de aanvoer van weefsels uit de Verenigde Staten van Amerika, waaruit de noodzaak voor een afwijking voortspuit, deel uit van het investeringsschema en van de projecten voor de eerste produktieperiode, die op rekening van een Noordamerikaanse investeerder komen.

(1) Besluit van de Raad 86/283/EEG van 30 juni 1986.

Juridische aspecten

Het verzoek is gebaseerd op artikel 28 van bijlage II bij Besluit 86/283 van de Raad, welk op 28 februari 1990 vervalt.

De nieuwe bepalingen welke, rekening houdend met de uitslag van de onderhandeling over de vernieuwing van de Lomé-Conventie, verwacht worden om op 1 maart 1990 van kracht te worden, specificeren dat een afwijking moet verleend worden voor zover deze geen ernstige schade kan berokkenen aan een economische sector van de Gemeenschap. In het onderhavige geval is dit risico geheel uitgesloten, gezien de aard van het produkt en de betrokken hoeveelheden.

Andere criteria die in dit geval belangrijk zijn voor het verlenen van een in het genoemde artikel vermelde afwijking zijn de aardrijkskundige ligging van het betrokken gebied en het effect van de normale voorschriften op mogelijke investeringen.

Zie bijlage A bij deze toelichting voor de volledige aanvullende gegevens die overeenkomstig het bepaalde in artikel 28 (1) door de Nederlandse Regering zijn ingediend.

Tijdelijk karakter van de afwijking

Er wordt voorgesteld de afwijking voor een periode van drie jaar te verlenen. De verwachting bestaat dat na deze periode aanvullende investeringen en diversificatie tot een permanente oplossing van het probleem zullen hebben geleid.

Conclusie

De Commissie stelt de Raad voor de gevraagde afwijking te verlenen door goedkeuring van de aangehechte ontwerp-verordening.

VERORDENING (EEG) Nr./90 VAN DE RAAD

van 1990

houdende afwijking van de definitie van het begrip "produkten van oorsprong"
in verband met de bijzondere situatie van de Nederlandse Antillen
ten aanzien van overalls van GN-code 6210 10 99
die tegen chemicaliën zijn bestand

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,
inzonderheid op artikel 113,

Gelet op Besluit nr. 86/283/EEG van de Raad van 30 juni 1986 betreffende
de associatie van de landen en gebieden overzee, hierna LGO genoemd, met de
Europese Economische Gemeenschap (1);

Gelet op het voorstel van de Commissie,

Overwegende dat in artikel 28 van bijlage II bij het voormelde Besluit van de
Raad betreffende de definitie van het begrip "produkten van oorsprong" en de
methodes van administratieve samenwerking is bepaald dat afwijkingen van de
regels van oorsprong door de Raad mogen worden goedgekeurd, wanneer dit door
de ontwikkeling van bestaande industrieën of de oprichting van nieuwe
industrieën in een land of gebied is gerechtvaardigd;

Overwegende dat de Nederlandse Regering namens de Nederlandse Antillen om een
afwijking van de regels van oorsprong heeft verzocht voor aldaar vervaardigde
overalls die tegen chemicaliën zijn bestand, welke overalls tijdelijk niet
kunnen voldoen aan de in voormelde bijlage II vastgestelde regels van
oorsprong;

(1) PB L 175 van 1.7.1986, blz. 1

Overwegende dat in artikel 28 van voormelde bijlage is bepaald aan welke voorwaarden moet zijn voldaan opdat een afwijking kan worden toegestaan; dat deze voorwaarden vervuld zijn in die zin dat de geografische ligging van de Nederlandse Antillen en het zeer geavanceerde karakter van de grondstoffen deelt dat gebruik wordt gemaakt van grondstoffen die in andere landen en gebieden overzee, in de ACS-Statens of in de Gemeenschap geheel en al verkregen of bewerkt zijn; dat het verlenen van een afwijking geen ernstige schade zou toebrengen aan een economische sector van de Gemeenschap of van een of meer Lid-Statens; dat een tijdelijke afwijking onontbeerlijk is voor de verwezenlijking van een belangrijk investeringsprogramma en om de betrokken firma in staat te stellen mogelijkheden tot diversificatie in de nabije toekomst te bestuderen; dat de desbetreffende voorwaarden van artikel 28 in dit geval derhalve in acht worden genomen;

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

In afwijking van het bepaalde in bijlage II bij Besluit 86/283/EEG worden overalls die tegen chemicaliën zijn bestand van GN-code 6210 10 99 als van oorsprong uit de Nederlandse Antillen beschouwd wanneer zij aldaar overeenkomstig de in deze verordening vastgestelde voorwaarden worden vervaardigd uit polypropyleen weefsel dat met een laag polyethyleen is bekleed en dat niet het karakter van produkt van oorsprong heeft.

5

Artikel 2

De in artikel 1 bedoelde afwijking heeft betrekking op een totale jaarlijkse hoeveelheid van 75.000 stuks, die in de periode van 1 januari 1990 tot en met 31 december 1992 uit de Nederlandse Antillen worden uitgevoerd.

Artikel 3

De bevoegde autoriteiten van de Nederlandse Antillen oefenen een kwantitatieve controle uit op de in artikel 2 bedoelde uitvoer en verstrekken de Commissie ieder kwartaal een overzicht van de hoeveelheden waarvoor op grond van deze verordening certificaten inzake goederenverkeer EUR 1 zijn afgegeven.

Artikel 4

Deze verordening treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening treedt buiten werking op 1 maart 1990 indien op die datum geen op Besluit 86/283/EEG volgend besluit van de Raad of gelijkwaardige overgangsregeling voor het handelsverkeer in werking is getreden.

Deze Verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad
De Voorzitter

subject: Request for derogation from the rules of origin
(art. 28 annex II, Council Decision on CTO, 30.6.86)

finished product: chemicalproof overalls

company: Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A. / tel. 8325

reason for non-compliance with rules of origin import of raw materials from third country (USA)
The highly sophisticated raw material is not available in developing countries. The freight cost for imports from EC-sources would make production unprofitable.

nature and origin of used materials: polypropylene fibre (non woven, non spun) with a polyethylene coating imported from the U.S.A.

manufacturing-process: confectioning of overalls

value added: 66%

number of employees: 92, to be extended to 315 at a full scale production level.

estimated export value to EC: DFL. 200.000 - DFL 2.000.000/month (at a full scale production level).

other possible supplies of raw materials: Imports of the raw materials from EC sources would make production unprofitable in view of the freight costs.

period of derogation five years: a derogation for this period would allow the company to make important investments and to investigate diversification possibilities in the mean time.

remarks: this project is of major importance for employment on Bonaire. A derogation would give a crucial incentive for the necessary investments.

for further information: Mrs. M. Grubben
Ministry of Economic Affairs
Division External EEC Affairs
P.O. Box 20101
2500 EC THE HAGUE
Phone 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

FICHE FINANCIERE

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'octroi d'une dérogation et une perte de recettes. Si la dérogation n'est pas accordée, il n'est pas possible de déterminer à l'avance auprès de quels fournisseurs (préférentiels ou non) le marché communautaire s'approvisionnera.

Toutefois, à titre indicatif, il peut être mentionné que, sur la base de la valeur des vêtements en question communiquée par les autorités néerlandaises, les droits à percevoir sur les quantités couvertes par la dérogation proposée s'élèveraient à environ 31.500 écus par an (taux 14 %) pour 100.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

Etat d'Impact sur les PME

La présente proposition concerne une dérogation aux règles d'origine applicables aux Pays et Territoires d'Outre-Mer pour les vêtements de protection exportés vers la Communauté et importés en franchise de droits de douane.

La dérogation serait applicable pendant trois ans et limitée à une quantité susceptible de ne causer aucune perturbation dans le Marché Commun.

Cette proposition n'aurait donc aucun effet perceptible sur l'emploi et la compétitivité dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0254-1513

COM(90) 111 def.

DOCUMENTEN

NL

11 02

Catalogusnummer : CB-CO-90-134-NL-C

ISBN 92-77-59021-1

Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen
L-2985 Luxemburg

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

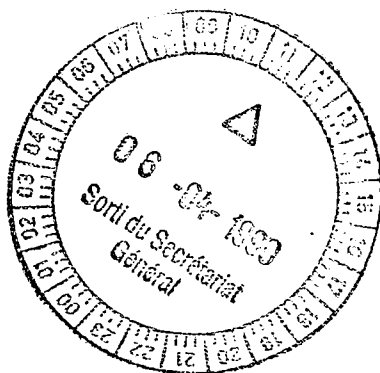
COM(90) 111 final

Brussels, 30 March 1990

Proposal for a COUNCIL REGULATION (EEC)

derogating from the definition of the concept of
"originating products" to take account of the special situation of the
Netherlands' Antilles with regard to chemical-proof overalls
of CN code 6210 10 99

(presented by the Commission)



177f

EXPLANATORY NOTE

Introduction

The Government of the Netherlands, on behalf of the Government of the Netherlands' Antilles, has submitted a request for a derogation from the rules of origin applicable to trade between the associated overseas countries and territories (O.C.T.) and the European Economic Community.

If the derogation is granted, thus allowing certain protective garments to benefit from the preferential tariff treatment granted by the Community to O.C.T. originating products (1), it would open the way to the important industrial investments necessary to start the production of these garments.

Nature of the problem

Under the current rules, the garments in question can benefit from the preferential treatment if weaving and making-up takes place in an OCT. The use of imported fabric originating in third countries is not allowed.

In the case in question, the particular highly sophisticated fabric to be used is not available in other OCTs or ACPs. Furthermore, the supply of fabric from the USA, which gives rise to the need for a derogation, is part of the investment scheme and of the plans for the first period of production, which will be carried out by a Northern American investor.

(1) Council Decision 86/283/EEC of 30 June 1986.

Legal aspects

The request is based on Article 28 of Annex II to Council Decision 86/283, due to expire on 28 February 1990.

The successor provisions expected to come into force on 1 March 1990, taking into account the outcome of the negotiation for the renewal of the Lomé Convention, specify that a derogation shall be granted if it would not cause serious injury to an economic sector of the Community. In the present case, the nature of the product and the quantities involved exclude any risk of this kind.

Other criteria for granting a derogation mentioned in the same article which are particularly relevant in this case are the geographical situation of the territory concerned and the effect of the normal rules on possible investments.

For the complete supporting information submitted by the Netherlands' Government in accordance with Article 28(1) see **Annex A** to this Explanatory Note.

Temporary nature of the derogation

It is proposed to grant the derogation for three years, after which period additional investments and diversification are expected to have enabled a permanent solution to the problem to be found.

Conclusion

The Commission proposes to the Council to grant the requested derogation by adopting the attached draft Regulation.

of 1989

derogating from the definition of the concept of
"originating products" to take account of the special situation of the
Netherlands' Antilles with regard to chemical-proof overalls
of CN code 6210 10 99

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and
in particular Article 113 thereof,

Having regard to Council Decision 86/283/EEC of 30 June 1986 on the
association of the overseas countries and territories, hereinafter referred
to as O.C.T., with the European Economic Community (1);

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 28 of Annex II to the said Council Decision, concerning the
definition of the concept of "originating products" and methods of
administrative cooperation provides that derogations from the rules of origin
may be adopted by the Council where the development of existing industries or
the creation of new industries in a country or territory justifies them;

Whereas the Dutch Government has requested, on behalf of the Netherlands'
Antilles, a derogation from the rules of origin for chemical-proof overalls
manufactured there, which for a temporary period could not satisfy the rules
of origin laid down in the above-mentioned Annex II;

(1) OJ No. L 175, 01.07.1986, p. 1.

whereas the said Article 28 sets out the conditions which must be fulfilled in order for a derogation to be granted; whereas the geographical situation of the Netherlands' Antilles on the one hand, and the highly sophisticated nature of the material on the other hand prevent the use of raw materials wholly obtained or processed in other overseas countries and territories or in the ACP States; whereas granting a derogation would not cause any serious injury to an economic sector of the Community, or of one or more Member States; whereas a temporary derogation is indispensable for the realization of an important investment programme and to enable the company concerned to investigate diversification possibilities in the near future; whereas the relevant conditions of Article 28 are therefore respected in the present case;

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

By way of derogation from the provisions of Annex II to Decision 86/283/EEC, chemical-proof overalls of CN code 6210 10 99 shall be considered as originating in the Netherlands' Antilles when they are manufactured there from non-originating polypropylene fabric with a polyethylene coating, subject to the conditions set out in this Regulation.

Article 2

The derogation provided for in Article 1 shall relate to an annual global quantity of 750,000 pieces exported from the Netherlands' Antilles during the period from 1 January 1990 to 31 December 1992.

Article 3

The competent authorities of the Netherlands' Antilles shall carry out quantitative checks on exports as referred to in Article 2 and shall forward to the Commission every three months a statement of the quantities in respect of which movement certificates EUR.1 have been issued on the basis of this Regulation.

Article 4

This Regulation shall enter into force on the date of its publication in the Official Journal of the European Communities.

Notwithstanding Article 2, this Regulation shall cease to apply at the latest on the date of expiry of Decision 86/283/EEC or of any equivalent trade provisions which may replace that Decision.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

The President

SUPPORTING INFORMATION SUBMITTED BY THE NETHERLANDS' GOVERNMENT

subject: Request for derogation from the rules of origin
(art. 28 annex II, Council Decision on CTO, 30.6.86)

finished product: chemicalproof overalls

company: Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A. / tel. 8325

reason for non-compliance with rules of origin import of raw materials from third country (USA)
The highly sophisticated raw material is not available in developing countries. The freight cost for imports from EC-sources would make production unprofitable.

nature and origin of used materials: polypropylene fibre (non woven, non spun) with a polyethylene coating imported from the U.S.A.

manufacturing-proces: confectioning of overalls

value added: 66%

number of employees: 92, to be extended to 315 at a full scale production level.

estimated export value to EC: DFL. 200.000 - DFL 2.000.000/month (at a full scale production level).

other possible supplies of raw materials: Imports of the raw materials from EC sources would make production unprofitable in view of the freight costs.

period of derogation five years: a derogation for this period would allow the company to make important investments and to investigate diversification possibilities in the mean time.

remarks: this project is of major importance for employment on Bonaire. A derogation would give a crucial incentive for the necessary investments.

for further information: Mrs. M. Grubben
Ministry of Economic Affairs
Division External EEC Affairs
P.O. Box 20101
2500 EC THE HAGUE
Phone 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

FICHE FINANCIERE

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'octroi d'une dérogation et une perte de recettes. Si la dérogation n'est pas accordée, il n'est pas possible de déterminer à l'avance auprès de quels fournisseurs (préférentiels ou non) le marché communautaire s'approvisionnera.

Toutefois, à titre indicatif, il peut être mentionné que, sur la base de la valeur des vêtements en question communiquée par les autorités néerlandaises, les droits à percevoir sur les quantités couvertes par la dérogation proposée s'élèveraient à environ 31.500 écus par an (taux 14 %) pour 100.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

Etat d'impact sur les PME

La présente proposition concerne une dérogation aux règles d'origine applicables aux Pays et Territoires d'Outre-Mer pour les vêtements de protection exportés vers la Communauté et importés en franchise de droits de douane.

La dérogation serait applicable pendant trois ans et limitée à une quantité susceptible de ne causer aucune perturbation dans le Marché Commun.

Cette proposition n'aurait donc aucun effet perceptible sur l'emploi et la compétitivité dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COM(90) 111 final

DOCUMENTS

EN

11 02

Catalogue number : CB-CO-90-134-EN-C

ISBN 92-77-59018-1

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(90)111 endelig udg.

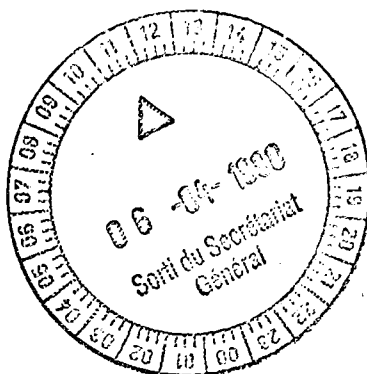
Bruxelles, den 30.marts 1990

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om undtagelse fra definitionen af begrebet
"varer med oprindelsesstatus" for at tage hensyn til
De Nederlandske Antillers særlige situation for så vidt angår
kemikaliebestandige overalls henhørende under
KN-kode 6210 10 99

(forelagt af Kommissionen)



Can 111f

BEGRUNDELSE

Indledning

Den nederlandske regering har på vegne af De Nederlandske Antillers regering indgivet anmodning om at få indrømmet en undtagelse fra de oprindelsesregler, der gælder for handel mellem de associerede oversøiske lande og territorier (OLT) og Det Europæiske Økonomiske Fællesskab.

Hvis der indrømmes undtagelse, og det således tillades, at visse former for beskyttelsesbeklædning kan drage fordel af den præferencetoldordning, som Fællesskabet har indrømmet OLT for varer med oprindelsesstatus (1), vil det bane vejen for de omfattende industrielle investeringer, der er nødvendige for at starte en produktion af disse beklædningsgenstande.

Problemets art

Ifølge de gældende regler kan de pågældende beklædningsgenstande drage fordel af præferencebehandlingen, hvis vævningen og opdelingen i sæt finder sted i et OLT. Det er ikke tilladt at anvende importeret stof med oprindelse i tredjelande.

I det pågældende tilfælde er det meget specielle stof, der skal anvendes, ikke til rådighed i andre OLT eller AVS-lande. Endelig indgår den leverance af stof fra USA, der giver anledning til, at det er nødvendigt med en undtagelse, som et led i investeringsplanen og planerne for den første produktionsperiode, som vil blive gennemført af en nordamerikansk investor.

(1) Rådets afgørelse 86/283/EØF af 30. juni 1986

Retlige aspekter

Anmodningen er indgivet på grundlag af artikel 28 i bilag II til Rådets afgørelse 86/283/EØF, som udløber den 28. februar 1990.

De kommende bestemmelser, som forventes at træde i kraft den 1. marts 1990 og som tager højde for udfaldet af forhandlingerne vedrørende fornyelsen af Lomé konventionen, fastsætter at en undtagelse indrømmes, hvis det ikke vil kunne medføre alvorlig skade for en økonomisk sektor i Fællesskabet. I det foreliggende tilfælde er der på grund af varens art og de mængder, det drejer sig om, ikke risiko for noget sådant.

Andre kriterier for at indrømme undtagelse i samme artikel, der er specielt relevante i dette tilfælde, er det pågældende territoriums geografiske beliggenhed og de gældende reglers virkning på eventuelle investeringer.

Angående det komplette støttemateriale, som den nederlandske regering har forelagt i overensstemmelse med artikel 28, stk. 1, se bilag A til denne begrundelse.

Undtagelsens midlertidige karakter

Det foreslås at indrømme en undtagelse for tre år, hvorefter det forventes, at yderligere investeringer og produktionsspredning har gjort det muligt at finde en varig løsning på problemet.

Fællesskabets handel i den pågældende sektor

Statistiske oplysninger findes i bilag B til denne begrundelse.

Konklusion

Kommissionen foreslår, at Rådet indrømmer den ønskede undtagelse ved at vedtage vedlagte udkast til forordning.

RÅDETS FORODNING (EØF) NR.

/90

af

om undtagelse fra definitionen af begrebet
"varer med oprindelsesstatus" for at tage hensyn til
De Nederlandske Antillers særlige situation for så vidt angår
kemikaliebestandige overalls henhørende under
KN-kode 6210 10 99

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske
Økonomiske Fællesskab, særlig artikel 113,

under henvisning til Rådets afgørelse 86/283/EØF af 30. juni 1986
om de oversøiske landes og territoriers associering med Det
Europæiske Økonomiske Fællesskab (1), i det følgende benævnt OLT,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, og

ud fra følgende betragtninger:

Ifølge artikel 28 i bilag II til nævnte Rådets afgørelse om
definition af begrebet "varer med oprindelsesstatus" og om metoder
for administrativt samarbejde kan Rådet træffe afgørelse om
undtagelser fra oprindelsesreglerne, når udviklingen af bestående
industrier eller oprettelsen af nye industrier i et land eller
territorium nødvendiggør sådanne undtagelser;

den nederlandske regering har på De Nederlandske Antillers vegne
anmodet om at få indrømmet en undtagelse fra oprindelsesreglerne
for kemikaliebestandige overalls, der fremstilles i De Nederlandske
Antiller, og som midlertidigt ikke vil kunne overholde de
oprindelsesregler, der er fastsat i nævnte bilag II;

(1) EFT nr. L 175 af 1.7.1986, s. 1.

i nævnte artikel 28 er det fastsat, hvilke betingelser der skal være opfyldt, for at der kan indrømmes en undtagelse; De Nederlandske Antillers geografiske beliggenhed og det meget specielle materiale gør det umuligt at anvende råmaterialer, der er fuldt ud fremstillet eller forarbejdet i andre oversøiske lande og territorier eller AVS-staterne; en undtagelse vil ikke medfører alvorlig skade for en økonomisk sektor i Fællesskabet eller i en eller flere medlemsstater; det er nødvendigt at indrømme en midlertidig undtagelse for at muliggøre gennemførelsen af et omfattende investeringsprogram og for at sætte den pågældende virksomhed i stand til at undersøge mulighederne for produktionsspredning i den nærmeste fremtid; de relevante betingelser i artikel 28 er derfor opfyldt i dette tilfælde -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

Uanset bestemmelserne i bilag II til afgørelse 86/283/EØF anses kemikaliebestandige overalls henhørende under KN-kode 6210 10 99 for at have oprindelse i De Nederlandske Antiller, når de er fremstillet i De Nederlandske Antiller af polypropylenstof, overtrukket med polyethylen, uden oprindelsesstatus, jf. dog betingelserne i denne forordning.

Artikel 2

Den undtagelse, der er omhandlet i artikel 1, vedrører en samlet årlig mængde på 750 000 stk., som eksporteres fra De Nederlandske Antiller i perioden fra den 1. januar 1990 til den 31. december 1992.

Artikel 3

De Nederlandske Antillers kompetente myndigheder fører kvantitativ kontrol med den eksport, der er omhandlet i artikel 2, og sender hvert kvartal Kommissionen en opgørelse over de mængder, for hvilke der er udstedt varecertifikat EUR.1 i medfør af denne forordning.

Artikel 4

Denne forordning træder i kraft på dagen for offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Uanset artikel 2 ophører anvendelsen af denne forordning senest ved udløbet af afgørelse 86/283/EØF eller tilsvarende bestemmelser, som kunne afløse denne afgørelse.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

subject: Request for derogation from the rules of origin
(art. 28 annex II, Council Decision on CTO, 30.6.86)

finished product: chemicalproof overalls

company: Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A. / tel. 8325

reason for non-compliance with rules of origin import of raw materials from third country (USA)
The highly sophisticated raw material is not available in developing countries. The freight cost for imports from EC-sources would make production unprofitable.

nature and origin of used materials: polypropylene fibre (non woven, non spun) with a polyethylene coating imported from the U.S.A.

manufacturing-process: confectioning of overalls

value added: 66%

number of employees: 92, to be extended to 315 at a full scale production level.

estimated export value to EC: DFL. 200.000 - DFL 2.000.000/month (at a full scale production level).

other possible supplies of raw materials: Imports of the raw materials from EC sources would make production unprofitable in view of the freight costs.

period of derogation five years: a derogation for this period would allow the company to make important investments and to investigate diversification possibilities in the mean time.

remarks: this project is of major importance for employment on Bonaire. A derogation would give a crucial incentive for the necessary investments.

for further information: Mrs. M. Grubben
Ministry of Economic Affairs
Division External EEC Affairs
P.O. Box 20101
2500 EC THE HAGUE
Phone 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

FICHE FINANCIERE

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'octroi d'une dérogation et une perte de recettes. Si la dérogation n'est pas accordée, il n'est pas possible de déterminer à l'avance auprès de quels fournisseurs (préférentiels ou non) le marché communautaire s'approvisionnera.

Toutefois, à titre indicatif, il peut être mentionné que, sur la base de la valeur des vêtements en question communiquée par les autorités néerlandaises, les droits à percevoir sur les quantités couvertes par la dérogation proposée s'élèveraient à environ 31.500 écus par an (taux 14 %) pour 100.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

Etat d'impact sur les PME

La présente proposition concerne une dérogation aux règles d'origine applicables aux Pays et Territoires d'Outre-Mer pour les vêtements de protection exportés vers la Communauté et importés en franchise de droits de douane.

La dérogation serait applicable pendant trois ans et limitée à une quantité susceptible de ne causer aucune perturbation dans le Marché Commun.

Cette proposition n'aurait donc aucun effet perceptible sur l'emploi et la compétitivité dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

KOM(90) 111 endelig udg.

DOKUMENTER

DA

11 02

Katalognummer : CB-CO-90-134-DA-C

ISBN 92-77-59015-7

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(90) 111 τελικό

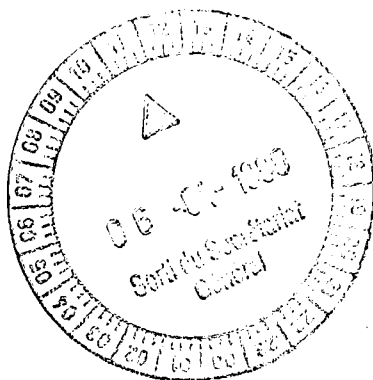
Βρυξέλλες, 30 Μαρτίου 1990

Πρόταση

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για την παροχή παρέκκλισης από τον ορισμό της έννοιας των
"προϊόντων καταγωγής" ώστε να ληφθεί υπόψη η ειδική
περίπτωση των Ολλανδικών Αντιλλών όσον αφορά τις φόρμες
προστασίας από χημικούς παράγοντες του κωδικού 6210 10 99
της ΣΟ

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

Εισαγωγή

Η Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών υπέβαλε για λογαριασμό των Ολλανδικών Αντιλλών, αίτηση για παρέκκλιση από τους κανόνες καταγωγής ορισμένων ενδυμάτων προστασίας, που εφαρμόζεται στο εμπόριο μεταξύ των υπερποντίων χωρών και εδαφών (ΥΧΕ) που έχουν συνδεθεί με την Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα.

Εφόσον παρασχεθεί η παρέκκλιση, η οποία θα επιτρέπει στα ταιγάρια που κατασκευάζονται στις Ολλανδικές Αντίλλες να υπάγονται στο ευνοϊκό προτιμησιακό δασμολογικό καθεστώς που εφαρμόζει η Κοινότητα στα προϊόντα καταγωγής ΥΧΕ (1), θα ανοίξει ο δρόμος για τις σημαντικές βιομηχανικές επενδύσεις, οι οποίες απαιτούνται για την έναρξη της παραγωγής αυτών των ενδυμάτων.

Φύση του προβλήματος

Σύμφωνα με τους ισχύοντες κανόνες τα ενλόγω ενδύματα μπορούν να υπαχθούν σ' αυτό το καθεστώς εφόσον υφανθούν και ραφθούν σε μια χώρα ΥΧΕ. Δεν επιτρέπεται η χρησιμοποίηση εισαγόμενου υφάσματος καταγωγής τρίτων χωρών.

Στη συγκεκριμένη περίπτωση το ειδικής σύνθεσης υφάσμα που πρέπει να χρησιμοποιηθεί δεν υπάρχει σε άλλη χώρα ΥΧΕ ή ΑΚΕ. Το πρόβλημα δεν μπορεί να λυθεί με την καλούμενη "σωρευτική" διαδικασία δεδομένου ότι το κόστος μεταφοράς εμποδίζει τη χρησιμοποίηση κοινοτικών υλικών.

Εξάλλου η προμήθεια του υφάσματος από τις ΗΠΑ, αποτελεί τμήμα του επενδυτικού προγράμματος και των σχεδίων για την αρχική περίοδο παραγωγής που θα αναλάβει κάποιος βορειοαμερικανός επενδυτής.

(1) Απόφαση 86/283/ΕΟΚ της 30ης Ιουνίου 1986
ΕΕ αριθ. L 175, 01.07.1986.

Νομικά θέματα

Η αίτηση βασίζεται στο άρθρο 28 του Παραρτήματος ΙΙ της απόφασης 86/283 του Συμβουλίου, η ισχύς της οποίας λήγει στις 28 Φεβρουαρίου 1990.

Προβλέπεται ότι οι διατάξεις που θα αντικαταστήσουν την απόφαση αυτή θα τεθούν σε ισχύ την 1η Μαρτίου 1990 και θα ορίζουν, σύμφωνα με τα αποτελέσματα των διαπραγματεύσεων των σχετικών με την ανανέωση της Συνθήκης της Λομέ, ότι μία παρέκκλιση θα πρέπει να χορηγηθεί, εφόσον δεν θα προκαλεί σοβαρά προβλήματα σε έναν τομέα της Κοινοτικής οικονομίας. Στην παρούσα περίπτωση τόσο η φύση του προϊόντος όσο και οι σχετικές ποσότητες δεν δικαιολογούν κανένα κίνδυνο του είδους αυτού.

Άλλα κριτήρια για την παροχή παρέκκλισης τα οποία αναφέρονται στο ίδιο άρθρο και είναι ιδιαίτερα σημαντικά αποτελούν η γεωγραφική θέση του σχετικού εδάφους και το αποθαρρυντικό αποτέλεσμα των συνήθων κανόνων επί των πιθανών επενδύσεων.

Στο παράρτημα Α της παρούσας αιτιολογικής έκθεσης παρέχεται ολόκληρο το πληροφοριακό υλικό που κατέθεσαν οι Κάτω Χώρες προς στήριξη του αιτήματός τους σύμφωνα με το άρθρο 28 παρ. 1.

Προσωρινός χαρακτήρας της παρέκκλισης

Η παρέκκλιση ζητείται για τρία χρόνια. Αναμένεται ότι, χάρις σε συμπληρωματικές επενδύσεις και σε μια διαδικασία διαφοροποίησης θα μπορέσει να βρεθεί μόνιμη λύση στο πρόβλημα, μέχρι το τέλος της εν λόγω περιόδου.

Συμπέρασμα

Η Επιτροπή προτείνει στο Συμβούλιο να παράσχει την αιτούμενη παρέκκλιση εκδίδοντας το συνημμένο σχέδιο κανονισμού.

για την παροχή παρέκκλισης από τον ορισμό της έννοιας των
"προϊόντων καταγωγής" ώστε να ληφθεί υπόψη η ειδική
περίπτωση των Ολλανδικών Αντιλλών όσον αφορά τις φόρμες
προστασίας από χημικούς παράγοντες του κωδικού 6210 10 99
της ΣΟ

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη ίδρυσης της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας
και ιδίως το άρθρο 113,

την απόφαση 86/283/ΕΟΚ του Συμβουλίου της 30ής Ιουνίου
1986 για τη σύνδεση των υπερπόντιων χωρών και εδαφών, που
στη συνέχεια καλούνται ΥΧΕ, με την Ευρωπαϊκή Οικονομική
Κοινότητα (1),

την πρόταση της Επιτροπής,

Εκτιμώντας:

ότι το άρθρο 28 του Παραρτήματος ΙΙ της εν λόγω απόφασης
του Συμβουλίου για τον ορισμό της έννοιας "καταγόμενα
προϊόντα" ή "προϊόντα καταγωγής" και τις μεθόδους
διοικητικής συνεργασίας ορίζει ότι μπορούν να χορηγηθούν
παρεκκλίσεις από τους κανόνες καταγωγής από το Συμβούλιο
όταν αυτές καθίστανται αναγκαίες λόγω της ανάπτυξης των
υφισταμένων βιομηχανιών ή της εγκατάστασης νέων σε μια
χώρα ή έδαφος,

ότι η Ολλανδική κυβέρνηση ζήτησε, για λογαριασμό των
Ολλανδικών Αντιλλών παρέκκλιση από τους κανόνες καταγωγής
για φόρμες προστασίας από χημικούς παράγοντες που
κατασκευάζονται εκεί και για τις οποίες δεν θα ισχύουν
προσωρινά οι κανόνες καταγωγής που παρατίθενται στο
προαναφερθέν Παράρτημα ΙΙ,

(1) ΕΕ αριθ. L 175, 01.07.1986, σ. 1

ότι, το εν λόγω άρθρο 28 απαριθμεί τις προϋποθέσεις που πρέπει να πληρούνται για την παροχή παρέκκλισης· ότι η γεωγραφική θέση των Ολλανδικών Αντιλλών αφενός και η ειδική σύνθεση του υλικού αφετέρου εμποδίζουν τη χρησιμοποίηση πρώτων υλών που λαμβάνονται εξ ολοκλήρου ή υφίστανται κατεργασία σε άλλες υπερπόντιες χώρες ή εδάφη ή στις χώρες ΑΚΕ· ότι η παροχή παρέκκλισης δεν θα προκαλέσει σοβαρή ζημία σε έναν οικονομικό τομέα της Κοινότητας, ή ενός ή περισσότερων Κρατών μελών· ότι απαιτείται προσωρινή παρέκκλιση για την πραγματοποίηση σημαντικού επενδυτικού προγράμματος έτσι ώστε να δοθεί στην ενδιαφερόμενη εταιρία η δυνατότητα να ερευνήσει τις πιθανότητες διαφοροποίησης στο εγγύς μέλλον ότι στην προκειμένη περίπτωση τηρούνται οι σχετικές προϋποθέσεις του άρθρου 28,

ΕΞΕΛΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ :

Άρθρο 1

Κατά παρέκκλιση των διατάξεων του Παραρτήματος ΙΙ της απόφασης 86/283/ΕΟΚ οι φόρμες προστασίας από χημικούς παράγοντες του κωδικού 6210 10 99 της ΣΟ θεωρούνται ως προϊόντα Ολλανδικών Αντιλλών όταν κατασκευάζονται εκεί, από μη καταγόμενα υφάσματα από πολυπροπυλένιο που φέρει επένδυση πολυαιθυλενίου τηρουμένων των προϋποθέσεων που τίθενται σ' αυτόν τον κανονισμό.

Άρθρο 2

Η παρέκκλιση που προβλέπεται στο άρθρο 1 πρέπει να αφορά ετήσια συνολική ποσότητα 750.000 τεμαχίων, που θα εξαχθούν από τις Ολλανδικές Αντίλλες κατά το χρονικό διάστημα από την 1η Ιανουαρίου 1990 ως τις 31 Δεκεμβρίου 1992.

Άρθρο 3

Οι αρμόδιες αρχές των Ολλανδικών Αντιλλών υποχρεούνται να διενεργούν ποσοτικούς ελέγχους στις εξαγωγές που αναφέρονται στο άρθρο 2 και να διαβιβάζουν ανά τρίμηνο στην Επιτροπή δήλωση των ποσοτήτων για τις οποίες εκδίδονται πιστοποιητικά κυκλοφορίας EUR 1 βάσει του παρόντος κανονισμού.

Άρθρο 4

Ο παρών κανονισμός θα αρχίσει να ισχύει την ημέρα της δημοσίευσής του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Παρά το άρθρο 2, ο παρών κανονισμός θα παύσει να ισχύει το αργότερο την ημερομηνία λήξης της ισχύος της απόφασης 86/283/ΕΟΚ ή κάθε άλλων ισοδύναμων εμπορικών διατάξεων που θα την αντικαθιστούσαν.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε όλα τα κράτη μέλη.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο
Ο Πρόεδρος

Historical Archives of the European Commission

Objet : Demande de dérogation aux règles d'origine (art. 29 annexe II, décision du Conseil relative aux PTOM du 30.6.86)

Produit fini : Vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Société : Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A./tél.: 8325

Raison de la non-observation des règles d'origine : Importation de matières premières en provenance d'un pays tiers (Etats-Unis). Cette matière première très sophistiquée n'est pas disponible dans les PVD. Les coûts de transport des importations de sources communautaires rendraient la production non rentable.

Nature et origine des matières utilisées : Fibres de polypropylène (non tissées, non filées) enduites de polyéthylène et importées des Etats-Unis.

Processus de fabrication : Confection de vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Valeur ajoutée : 66 %

Nombre de salariés : 92, ce chiffre devant passer à 315 lorsque la production atteindra son plein régime.

Valeur estimée des exportations vers la CEE : Dfl 200 000 - Dfl 2 000 000/mois (lorsque la production atteindra son plein régime)

Autres livraisons éventuelles de matières premières : Des importations de matières premières provenant de sources d'approvisionnement communautaires rendraient la production non rentable, compte tenu des frais de transport.

Période de dérogation : 5 ans : une dérogation pour ce laps de temps permettrait à la société de réaliser des investissements importants et de rechercher parallèlement des possibilités de diversification.

Remarque : Ce projet revêt une grande importance pour l'emploi à Bonaire. Une dérogation constituerait une incitation capitale pour les investissements nécessaires.

Pour toute information

complémentaire :

Mrs. M. Grubben
Ministry of Economic Affairs
Division External EEC Affairs
P.O. Box 20101
2500 EC THE HAGUE
Phone 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'octroi d'une dérogation et une perte de recettes. Si la dérogation n'est pas accordée, il n'est pas possible de déterminer à l'avance auprès de quels fournisseurs (préférentiels ou non) le marché communautaire s'approvisionnera.

Toutefois, à titre indicatif, il peut être mentionné que, sur la base de la valeur des vêtements en question communiquée par les autorités néerlandaises, les droits à percevoir sur les quantités couvertes par la dérogation proposée s'élèveraient à environ 31.500 écus par an (taux 14 %) pour 100.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

Etat d'impact sur les PME

La présente proposition concerne une dérogation aux règles d'origine applicables aux Pays et Territoires d'Outre-Mer pour les vêtements de protection exportés vers la Communauté et importés en franchise de droits de douane.

La dérogation serait applicable pendant trois ans et limitée à une quantité susceptible de ne causer aucune perturbation dans le Marché Commun.

Cette proposition n'aurait donc aucun effet perceptible sur l'emploi et la compétitivité dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0254-1483

COM(90) 111 τελικό

ΕΓΓΡΑΦΑ

GR

11 02

Αριθ. καταλόγου: CB-CO-90-134-GR-C

ISBN 92-77-59017-3

Υπηρεσία Επισήμων Εκδόσεων των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων
L-2985 Luxembourg

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

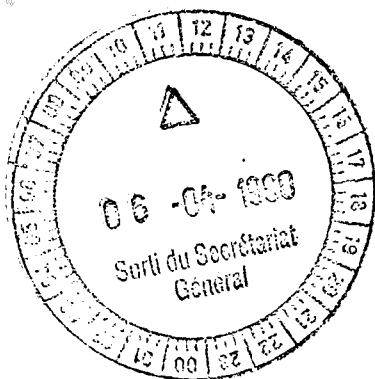
COM(90) 111 final

Bruselas, 30 de marzo de 1990

Propuesta de REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece una excepción a la definición del concepto de "productos originarios" para tomar en consideración la situación especial de las Antillas Neerlandesas en relación con los monos de trabajo resistentes a los productos químicos del código NC 2402 20 00

(presentada por la Comisión)



Com 777/

NOTA EXPLICATIVA

Introducción

El Gobierno de los Países Bajos, en nombre del Gobierno de las Antillas Holandesas, presentó una solicitud de excepción de las normas de origen aplicables al comercio entre los países y territorios de ultramar (P.T.U.) asociados y la Comunidad Económica Europea.

Si se concede esta excepción, permitiendo que determinadas prendas protectoras se beneficien del tratamiento arancelario preferencial concedido por la Comunidad a los productos originarios de los P.T.U.⁽¹⁾, se abriría el camino a las importantes inversiones industriales necesarias para iniciar la producción de dichas prendas.

Naturaleza del problema

Según las normas actuales, las prendas en cuestión pueden beneficiarse del tratamiento preferencial si la fabricación del tejido y la confección tienen lugar en un PTU. No está permitido el uso de tejidos importados originarios de terceros países.

En el caso que nos ocupa, el tejido especialmente complejo que se debe utilizar no se encuentra en otros PTU o ACP. Por último, el suministro de un tejido procedente de los EEUU, motivo de que sea necesaria la excepción, forma parte del esquema de inversiones y de los planes de la primera fase de producción, que llevará a cabo un inversor norteamericano.

(1) Decisión del Consejo 86/283/CEE, de 30 de junio de 1986.

Aspectos jurídicos

La petición se basa en el artículo 28 del Anexo II a la Decisión 86/283 del Consejo, que expira el 28 de febrero de 1990.

Se ha previsto que las disposiciones que sustituyan a esta Decisión entren en vigor el 1° de marzo de 1990 y especifiquen, de acuerdo con el resultado de las negociaciones para la renovación de la Convención de Lomé, que pueda concederse una excepción, siempre que no se perjudique seriamente a un sector económico de la Comunidad. En el caso que nos ocupa, las cantidades tratadas excluyen cualquier riesgo de este tipo.

Otros criterios en favor de la concesión de la excepción que son especialmente importantes en este caso son la situación geográfica del territorio afectado y el efecto de las reglas en uso sobre las posibles inversiones.

En el Anexo A a la presente Nota Explicativa se recoge la información de apoyo completa presentada por el Gobierno de los Países Bajos con arreglo al apartado 1 del artículo 28.

Naturaleza temporal de la excepción

La excepción se solicita por un período de tres años, tras el cual se espera que las inversiones y diversificación hayan permitido hallar una solución permanente al problema.

Conclusión

La Comisión propone al Consejo que conceda la excepción solicitada mediante la aprobación del proyecto de reglamento adjunto.

REGLAMENTO (CEE) N° /90 DEL CONSEJO
de de 1990

por el que se establece una excepción a la definición del concepto de "productos originarios" para tomar en consideración la situación especial de las Antillas Neerlandesas en relación con los monos de trabajo resistentes a los productos químicos del código NC 2402 20 00

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 113,

Vista la Decisión 86/283/CEE del Consejo, de 30 de junio de 1986, relativa a la asociación de los Países y Territorios de Ultramar a la Comunidad Económica Europea⁽¹⁾, en lo sucesivo denominados P.T.U.,

Vista la propuesta de la Comisión,

Considerando que el artículo 28 del Anexo II de la mencionada Decisión del Consejo, relativo a la definición de noción de "productos originarios" y a los métodos de cooperación administrativa, establece que el Consejo podrá adoptar excepciones de las normas de origen cuando el desarrollo de industrias existentes en un país o territorio o la implantación de otras nuevas en los mismos lo justifiquen.

Considerando que el Gobierno de los Países Bajos ha solicitado en nombre de las Antillas Neerlandesas, una excepción de las normas de origen para los monos de trabajo resistentes a los productos químicos que se fabriquen allí, los cuales podrán no satisfacer temporalmente las normas de origen establecidas en el Anexo II antes mencionado;

(1) DO n° L 175 de 01.07.1986, p. 1.

Considerando que el mencionado artículo 28 establece las condiciones que deben cumplirse para que se autorice la excepción; considerando que la situación geográfica de las Antillas Neerlandesas, por una parte, y la naturaleza extremadamente compleja del material, por otra, impiden que se utilicen materias primas obtenidas totalmente o procesadas en la Comunidad, en otros países y territorios de ultramar o en los Estados ACP; considerando que se deben conceder excepciones si el valor añadido en los P.T.U. supera el 60% del valor del producto final y siempre que no se cause un perjuicio grave a un sector económico de la Comunidad o de uno o más de sus Estados miembros; considerando que es indispensable una excepción temporal para llevar a cabo un importante programa de inversiones y permitir que la compañía de que se trata investigue las posibilidades de diversificación en un futuro próximo; considerando que, por todo ello, se respetan en el presente caso las condiciones pertinentes del artículo 28,

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

No obstante lo dispuesto en el Anexo II de la Decisión 86/283/CEE, los monos de trabajo resistentes a los productos químicos del código de NC 6210 10 99 se considerarán originarios de las Antillas Neerlandesas cuando se hayan fabricado allí con tejido de polipropileno recubierto de polietileno, no originario, siempre que se cumplan las condiciones que se establecen en el presente Reglamento.

Artículo 2

1. La excepción que establece el artículo 1 se referirá a una cantidad global anual de 750,000 exportadas de las Antillas Neerlandesas en el período que va del 1 de enero de 1990 al 31 de diciembre de 1995.

Artículo 3

Las autoridades competentes de las Antillas Neerlandesas llevarán a cabo inspecciones cuantitativas de las exportaciones a que se hace referencia en el artículo 2 y enviarán a la Comisión, cada tres meses, una relación de las cantidades para las que se han expedido certificados de circulación EUR. 1 sobre la base del presente reglamento.

Artículo 4

El presente reglamento entrará en vigor el día de su publicación en el diario oficial de las Comunidades Europeas.

No obstante lo dispuesto en el artículo 2, este reglamento dejará de ser de aplicación el 1 de marzo de 1990 si en esa fecha no ha entrado en vigor una Decisión del Consejo que sustituya a la Decisión 86/283/CEE o unas disposiciones comerciales transitorias equivalentes.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas,

Por el Consejo,

El Presidente,

Historical Archives of the European Commission

Objet : Demande de dérogation aux règles d'origine (art. 29 annexe II, décision du Conseil relative aux PTOM du 30.6.86)

Produit fini : Vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Société : Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A./tél.: 8325

Raison de la non-observation des règles d'origine : Importation de matières premières en provenance d'un pays tiers (Etats-Unis). Cette matière première très sophistiquée n'est pas disponible dans les PVD. Les coûts de transport des importations de sources communautaires rendraient la production non rentable.

Nature et origine des matières utilisées : Fibres de polypropylène (non tissées, non filées) enduites de polyéthylène et importées des Etats-Unis.

Processus de fabrication : Confection de vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Valeur ajoutée : 66 %

Nombre de salariés : 92, ce chiffre devant passer à 315 lorsque la production atteindra son plein régime.

Valeur estimée des exportations vers la CEE : Dfl 200 000 - Dfl 2 000 000/mois (lorsque la production atteindra son plein régime)

Autres livraisons éventuelles de matières premières : Des importations de matières premières provenant de sources d'approvisionnement communautaires rendraient la production non rentable, compte tenu des frais de transport.

Période de dérogation : 5 ans : une dérogation pour ce laps de temps permettrait à la société de réaliser des investissements importants et de rechercher parallèlement des possibilités de diversification.

Remarque : Ce projet revêt une grande importance pour l'emploi à Bonaire. Une dérogation constituerait une incitation capitale pour les investissements nécessaires.

Pour toute information
complémentaire :

Mrs. M. Grubben
Ministry of Economic Affairs
Division External EEC Affairs
P.O. Box 20101
2500 EC THE HAGUE
Phone 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'octroi d'une dérogation et une perte de recettes. Si la dérogation n'est pas accordée, il n'est pas possible de déterminer à l'avance auprès de quels fournisseurs (préférentiels ou non) le marché communautaire s'approvisionnera.

Toutefois, à titre indicatif, il peut être mentionné que, sur la base de la valeur des vêtements en question communiquée par les autorités néerlandaises, les droits à percevoir sur les quantités couvertes par la dérogation proposée s'élèveraient à environ 31.500 écus par an (taux 14 %) pour 100.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

Etat d'impact sur les PME

La présente proposition concerne une dérogation aux règles d'origine applicables aux Pays et Territoires d'Outre-Mer pour les vêtements de protection exportés vers la Communauté et importés en franchise de droits de douane.

La dérogation serait applicable pendant trois ans et limitée à une quantité susceptible de ne causer aucune perturbation dans le Marché Commun.

Cette proposition n'aurait donc aucun effet perceptible sur l'emploi et la compétitivité dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0257-9545

COM(90) 111 final

DOCUMENTOS

ES

11 02

Nº de catálogo : CB-CO-90-134-ES-C

ISBN 92-77-59014-9

Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas
L-2985 Luxemburgo

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

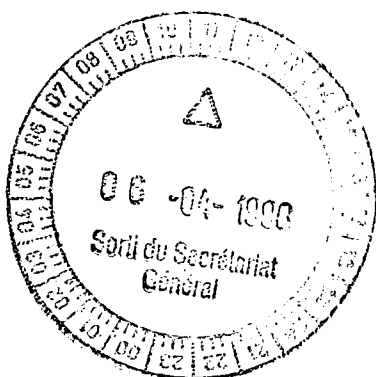
COM(90) 111 final

Bruxelas, 30 de Março de 1990

Proposta de REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que derroga a definição da noção de "produtos originários"
considerando a situação especial das Antilhas Holandesas
em relação aos fatos-macaco à prova de produtos químicos
do código NC 6210 10 99

(apresentada pela Comissão)



1 / 1.
Com m f

EXPOSE DES MOTIFS

Introduction

Au nom du gouvernement des Antilles néerlandaises, le gouvernement des Pays-Bas a introduit une demande de dérogation aux règles d'origine de certains vêtements de protection applicables au commerce entre les PTOM et la CEE.

Si la dérogation est accordée - et permet, donc, à certains vêtements de protection de bénéficier du traitement tarifaire préférentiel accordé par la Communauté aux produits originaux des PTOM⁽¹⁾ - elle ouvrira la voie aux importants investissements industriels nécessaires pour faire démarrer la fabrication desdits vêtements.

Nature du problème

Dans la réglementation actuelle, les vêtements en cause peuvent bénéficier du traitement préférentiel si le tissage et la confection s'effectuent dans un PTOM. L'utilisation de tissu importé originaire d'un pays tiers n'est pas autorisée.

En l'occurrence, les autres PTOM et pays ACP ne sont pas à même de fournir le tissu hautement sophistiqué qui convient.

En outre, le schéma d'investissement et les plans pour la période de fabrication initiale, qui seront mis en oeuvre par un investisseur nord-américain, prévoient la fourniture de tissu provenant des Etats-Unis.

(1) Décision 86/283/CEE du Conseil, du 30.6.1986.
JO n° L 175 du 1.07.1986.

Aspects juridiques

La demande se fonde sur l'art. 28 de l'annexe II de la décision du Conseil n° 86/283 qui viendra à expiration le 28 février 1990.

Il est prévu que les dispositions qui remplaceront cette décision entreront en vigueur le 1er mars 1990 et préciseront, conformément au résultat des négociations concernant le renouvellement de la Convention de Lomé, qu'une dérogation doit être accordée pour autant qu'elle ne porte pas de préjudice grave à un secteur de l'économie communautaire. En l'occurrence, la nature du produit et les quantités en cause excluent tout danger de ce genre.

Parmi les autres critères de dérogation cités dans le même article, la situation géographique du territoire concerné et l'effet des règles normales sur les investisseurs potentiels sont particulièrement pertinents dans le cas présent.

Les éléments fournis à l'appui par le gouvernement néerlandais en application de l'article 28, paragraphe 1, sont reproduits intégralement à l'annexe A du présent exposé des motifs.

Nature temporaire de la dérogation

Il est proposé que la dérogation soit accordée pour trois ans. Grâce à des investissements supplémentaires et à un processus de diversification, une solution définitive du problème devrait pouvoir être trouvée d'ici à l'expiration de cette période.

Conclusion

La Commission propose au Conseil d'accorder la dérogation demandée par l'adoption du projet de règlement ci-joint.

REGULAMENTO (CEE) Nº DO CONSELHO

de de 1990

que derroga a definição da noção de "produtos originários"
considerando a situação especial das Antilhas Holandesas
em relação aos fatos-macaco à prova de produtos químicos
do código NC 6210 10 99

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia
e, nomeadamente, o seu artigo 113º,

Tendo em conta a Decisão 86/283/CEE do Conselho, de 30 de Junho de
1986, relativa à associação dos Países e Territórios Ultramarinos à
Comunidade Económica Europeia⁽¹⁾, seguidamente designados P.T.U.,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Considerando que o artigo 28º do Anexo II da referida Decisão do
Conselho, relativo à definição da noção de "produtos originários" e aos
métodos de cooperação administrativa estabelece que o Conselho pode
adoptar derrogações das regras de origem desde que o desenvolvimento de
indústrias existentes ou a instalação de novas indústrias num país ou
território o justifique;

Considerando que o Governo holandês requereu, em nome das Antilhas
Holandesas, uma derrogação das regras de origem em relação a fatos-
macaco à prova de produtos químicos, os quais durante um período
temporário não puderam satisfazer as regras de origem definidas no
referido Anexo II;

(1) JO nº L 175, de 1.7.1986, p. 1.

Considerando que o referido Artigo 28º estabelece as condições que devem ser preenchidas para a concessão de uma derrogação; que, por um lado a situação geográfica das Antilhas Holandesas, e por outro a natureza altamente sofisticada do produto não permitem a utilização de matérias-primas integralmente obtidas ou transformadas noutros países e territórios ultramarinos ou nos Estados ACP; que a concessão da derrogação não causa prejuízos significativos a sectores económicos da Comunidade, ou de um ou mais Estados-membros; que, para a realização de um importante programa de investimento e para permitir à empresa em causa investigar possibilidades de diversificação num futuro próximo, se torna indispensável uma derrogação temporária; que, por conseguinte, as condições relevantes do artigo 28º se encontram respeitadas no presente caso;

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1º

Em derrogação do disposto no Anexo II da Decisão 86/283/CEE, os fatos-macaco à prova de produtos químicos do código NC 6210 10 99 fabricados nas Antilhas Holandesas a partir de tecido de polipropileno com um revestimento de polietileno não originário, são considerados originários das Antilhas Holandesas, sob reserva das condições constantes do presente regulamento.

Artigo 2º

A derrogação prevista no artigo 1º aplica-se a uma quantidade global de 750.000 peças, exportadas das Antilhas Holandesas de 1 de Janeiro de 1990 a 31 de Dezembro de 1992.

Artigo 3º

As autoridades competentes das Antilhas Holandesas efectuarão controlos quantitativos das exportações referidas no artigo 2º e enviarão trimestralmente à Comissão uma relação das quantidades relativamente às quais foram emitidos certificados de circulação EUR.1 com base no presente regulamento.

Artigo 4º

O presente regulamento entra em vigor na data da sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

Não obstante o disposto no artigo 2º, o presente regulamento deixa de ser aplicável o mais tardar na data em que a Decisão 86/283/CEE, de qualquer disposição comercial equivalente que eventualmente a substitua, deixe de ser aplicável.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas,

Pelo Conselho
O Presidente

Objet : Demande de dérogation aux règles d'origine (art. 28 annexe II, décision du Conseil relative aux PTOM du 30.6.86)

Produit fini : Vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Société : Unitex N.V.
Postbox 53
Bonaire - N.A./tél.: 8325

Raison de la non-observation des règles d'origine : Importation de matières premières en provenance d'un pays tiers (Etats-Unis). Cette matière première très sophistiquée n'est pas disponible dans les PVD. Les coûts de transport des importations de sources communautaires rendraient la production non rentable.

Nature et origine des matières utilisées : Fibres de polypropylène (non tissées, non filées) enduites de polyéthylène et importées des Etats-Unis.

Processus de fabrication : Confection de vêtements de protection résistant aux produits chimiques

Valeur ajoutée : 66 %

Nombre de salariés : 92, ce chiffre devant passer à 315 lorsque la production atteindra son plein régime.

Valeur estimée des exportations vers la CEE : Dfl 200 000 - Dfl 2 000 000/mois (lorsque la production atteindra son plein régime)

Autres livraisons éventuelles de matières premières : Des importations de matières premières provenant de sources d'approvisionnement communautaires rendraient la production non rentable, compte tenu des frais de transport.

Période de dérogation : 5 ans : une dérogation pour ce laps de temps permettrait à la société de réaliser des investissements importants et de rechercher parallèlement des possibilités de diversification.

Remarque : Ce projet revêt une grande importance pour l'emploi à Bonaire. Une dérogation constituerait une incitation capitale pour les investissements nécessaires.

Pour toute information
complémentaire :

Mrs. M. Grubben
Ministry of Economic Affairs
Division External EEC Affairs
P.O. Box 20101
2500 EC THE HAGUE
Phone 31.70.796260
Fax 31.70.797392
Telex 31099 ECZA NL

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'octroi d'une dérogation et une perte de recettes. Si la dérogation n'est pas accordée, il n'est pas possible de déterminer à l'avance auprès de quels fournisseurs (préférentiels ou non) le marché communautaire s'approvisionnera.

Toutefois, à titre indicatif, il peut être mentionné que, sur la base de la valeur des vêtements en question communiquée par les autorités néerlandaises, les droits à percevoir sur les quantités couvertes par la dérogation proposée s'élèveraient à environ 31.500 écus par an (taux 14 %) pour 100.000 pièces.

Historical Archives of the European Commission

Etat d'Impact sur les PME

La présente proposition concerne une dérogation aux règles d'origine applicables aux Pays et Territoires d'Outre-Mer pour les vêtements de protection exportés vers la Communauté et importés en franchise de droits de douane.

La dérogation serait applicable pendant trois ans et limitée à une quantité susceptible de ne causer aucune perturbation dans le Marché Commun.

Cette proposition n'aurait donc aucun effet perceptible sur l'emploi et la compétitivité dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COM(90) 111 final

DOCUMENTOS

PT

11 02

N.º de catálogo : CB-CO-90-134-PT-C

ISBN 92-77-59022-X
